Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 1



HAITI OBSERVATEUR

*Lè manke gid, pèp la gaye !*

*Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.*
*www.haiti-observateur.ca*
*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY 11435-6235*
*Tél. (718) 812-2820*
*haiti_observateur@yahoo.com*
*New York: $1,00*
*Partout ailleurs : 1,50 $*
*Haïti: 20 gourdes*
*Tél. (718) 812-2820*

**VOL. XXXXVIII, No. 48** ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* **2 - 9 janvier 2019**

1,50 $ SUR CHAQUE TRANSFERT ET O,50 $ MINUTE SUR LES APPELS TÉLÉPHONIQUES

# Plainte déposée au Tribunal fédéral de New York

### Accusés : Michel Martelly, Laurent Lamothe, Jocelerme Privert, Jovenel Moïse et consorts...

**Par Léo Joseph**

Huit ans après que l'équipe Martelly-Lamothe eut concocté une conspiration pour escroquer des centaines de millions de dollars de la diaspora, en particulier, et du peuple haïtien en général, par le biais de prélèvements illégaux sur les transferts effectués de l'étranger à destination d'Haïti et les appels téléphoniques, deux ex-présidents et président en exercice d'Haïti, ainsi que les compagnies et institutions concernées par ces

*Me Marcel Denis.*

transactions sont l'objet d'une poursuite judiciaire aux États-Unis. Toutes les entités citées dans cette plainte sont accusées d'avoir violé des lois fédérales américaines ainsi que celles des États comme New York, Floride et Californie.

En effet, Me Marcel Denis, un avocat d'origine haïtienne, de « Denis Law Group, PLLC » ayant ses cabinets à New York et en Floride, a déposé, le 24 décembre 2018, une plainte au Tribunal fédéral de l'Eastern District, à Manhattan. La firme d'avocats de M. Denis a initié cette action collective au nom de Odillon S. Célestin, Widmir Romélien, Goldie Lamothe Alexandre, Vincent Marazita se constituant parties civiles, ainsi

*Suite en page 2*

TRACTATIONS AUTOUR DU CHOIX DU NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BRH

# Shérif Abdallah se bat pour faire la nomination

## De fortes pressions exercées sur Jovenel Moïse

Le mandat du gouverneur de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ou Banque centrale touche à sa fin. C'est aussi le cas pour les autres membres de l'exécutif de l'institution. Les tractations vont bon train autour de la nomination du prochain chef de la Banque des banques. Shériff Abdallah, a redoublé d'effort pour qu'il parvienne à convaincre Jovenel Moïse qu'il doit être celui qui nomme le prochain gouverneur. Il semble que les hésitations de Nèg Bannann nan à répondre favorablement à sa demande ait été à l'origine de l'incident de la semaine précédente, incident à la faveur duquel le chef de l'Etat n'avait pu se faire transporter dans l'Artibonite par hélicoptère.

*Suite en page 3*

# HAPPENINGS !

# Committee set up in Solidarity with Radio Kiskeya

*Lilianne Pierre-Paul.*

One week after a raging fire consumed the building housing *Radio Kiskeya* in Port-au-Prince, a committee is set up to receive donations to try to rebuild it in record time.

According to a press release, December 28, the proprietors of the renowned radio station said a *"Committee of Solidarity with Radio Kiskeya, is ready to receive donations from the public."* Here are the details*: "The donations can be directed to Unibank and to the network of Unitransfer (in Haiti and elsewhere in the world) to the following account number: Solidarity Kiskeya, 250-1021-*

Continued on page 13

# SPORT

WITH THE CREATION OF ITS BASEBALL ACADEMY

## Finally, this Sport, played throughout the hemisphere, is coming to Haiti

*The first Haitian team that will particiipe in the tournament in 2020.*

**By Léo Joseph**

One of the countries in the hemisphere that has so far shunned baseball, Haiti now seems to be better disposed towards the sport, although it is entering through the back door, with the support and encouragement especially of the Dominican sectors linked to it, as well as with the baseball world on the other side of the island. While waiting for young Haitians countrywide to let themselves be enchanted by this sport and begin to enjoy its benefits, they are training joyfully, already dreaming of the lucrative contracts that some Caribbean and

Continued on page 16

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 2



1,50 $ SUR CHAQUE TRANSFERT ET O,50 $ MINUTE SUR LES APPELS TÉLÉPHONIQUES

# Plainte déposée au Tribunal fédéral de New York

## Accusés : Michel Martelly, Laurent Lamothe, Jocelerme Privert, Jovenel Moïse et consorts...

*Suite de la page 1*

personnes se trouvant dans la même situation que ces dernières. Dans la plainte signée et déposée par les avocats Marcel P. Denis, dont les cabinets se trouvent, tour à tour, à Brooklyn, New York; et Rodney R. Austin, de Rodney R. Austin, PLLC, à Freshmeadow, Queens, New York, cite comme accusés : Joseph Michel Martelly, Jocelerme Privert, Jovenel Moïse, Western Union, Caribbean Air Mail, Inc.(CAM), Unitransfert USA, Inc., Digicel-Haïti, Natcom S.A.et le gouvernement d'Haïti.

### Douze chefs d'accusation

Le document signale douze chefs d'accusation contre les entités indexées, faisant état d'une vaste conspiration orchestrée par Michel Martelly et consorts, avec la complicité et la participation active des autres accusés. Les successeurs de ce dernier, Privert et Moïse, pour avoir suivi la politique délibérée de Sweet Micky pour escroquer les consommateurs haïtiens sachant pertinemment que le prélèvement de USD 1,50 $ sur chaque transfert et USD 0,05/ minute sur les appels téléphoniques viole les lois fédérales américaines et celles des États de New York, de la Floride et de la Californie.

Le premier chef d'accusation attire l'attention sur la « Violation du droit des affaires en général, selon les lois de New York en vigueur (actes et pratiques trompeurs)

La plainte stipule : « *Les plaignants répètent, ré-allèguent et incorporent par référence les assertions énoncées dans les paragraphes précédents comme s'elles étaient légalement mises en en place*.

« *Les plaignants déposent cette plainte individuellement et solidairement en groupes nationaux*.

« Le Code général des affaires de New York, § 349 (« GBL » § 349») interdit les ' *actes ou pratiques trompeurs dans la conduite de toute affaire ou commerce aussi bien dans la fourniture de service à [New York]* '.

« *Au cours de la période du recours, les plaignants et d'autres membres du groupe ont conclu des transactions avec les accusés, Western Union, CAM et Unitransfert USA pour envoyer de l'argent en Haïti moyennant des frais de transfert*.

« *Au cours des transactions, ces accusés ont agi en qualité d'agents du gouvernement d'Haïti percevant des frais supplémentaires par le biais d'un stratagème frauduleux mis au point et accepté par les accusés*.

« *Les accusés ont pris des mesures concrètes pour commercialiser, promouvoir, faire connaître et mettre en œuvre le système frauduleux caractérisant la perception de frais supplémentaires sous forme de taxes, lois et toute autre description leur permettant d'imposer le système aux consommateurs sans méfiance*.

« *Les plaignants ont commis et continuent de se livrer à des actes et pratiques trompeurs parce que les taxes payées et perçues sont collectées au profit de la Banque centrale d'Haïti (BRH) et du Conseil national des télécommunications (CONATEL) fondées sur des dispositions illégales*».

La plainte en question, un document de plus de 50 pages, souligne que « *Les demandeurs croyaient dans les affirmations des accusés selon lesquelles les frais étaient des '' taxes légitimement perçues pour financer l'éducation gratuite et obligatoire* ». Autrement, lit-on encore dans l'acte d'accusation, « *Les demandeurs n'auraient pas traité avec les défendeurs s'ils avaient su que les honoraires étaient le résultat d'actes illégaux et de conduite qui n'étaient pas obligatoire* ».

Selon les termes avancés dans la plainte, les plaignants se trouvent lésés et escroqués, suite au système de tarifs horizontaux mis en place par les accusés fixant les accords et la conduite des affaires de manière à décrire les frais de manière indue comme obligatoires, donc des « *taxes légitimement imposées pour financer l'éducation gratuite et obligatoire* ».

De ce fait, les demandeurs réclament des dommages résultant d'un stratagème frauduleux et illégal concocté par les défendeurs.

### Deuxième chef d'accusation

Par rapport au deuxième chef d'accusation, la plainte évoque la violation de la loi de l'État de New York en matière de la législation relative aux affaires (Violation du New York General Business Law § 350 (Publicité mensongère).

Les demandeurs invoquent de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents, comme s'ils étaient entièrement énoncés. Les plaignants intentent cette action individuellement et solidairement au nom d'autres groupes à l'échelle nationale victimes des mêmes procédés frauduleux.

L'article 350 (« *GBL §350* ») du New York General Business Law § 350 (« *GBL §350 ») régissant la conduite des affaires, des échanges, du commerce ou de la prestation de services* » dans l'État de New York.

Tout au long de la période visée par les recours collectifs, stipule le document, « les accusés, par la publicité, le marketing, la promotion et/ou la publicité, l'imputation aux redevances d'impôts légitimes prélevés pour financer des activités gratuites et l'" éducation obligatoire bénéfiques aux demandeurs et aux autres membres du Groupe de New York, ont recours à la duplicité pure et simple, faisant de la publicité mensongère au sujet des frais qu'ils font passer pour des taxes légalement et légitimement prélevées pour financer un projet gratuit et sans frais ; soit le programme d'-éducation obligatoire en Haïti, alors qu'en fait ils n'en est rien. Aussi, souligne les avocats des accusés, ces derniers et les autres membres des Groupes lésés dans tous les États-Unis cherchent-ils à « *interdire de tels actes illégaux* », c'est-à-dire les pratiques décrites dans ce document ayant causé préjudices aux plaignants ainsi qu'à chaque membre des catégories ainsi identifiées à l'échelle du pays, à moins que les actiens illégales des accusés ne soient interdites de manière permanente.

Dans la plainte, les avocats des plaignants arguent que ces derniers avaient cru les affirmations des accusés selon lesquelles les frais exigés sont des « *taxes légalement imposés pour financer l'éducation gratuite et obligatoire* ». D'où leur acceptation de payer sans maugréer « *les frais supplémentaires imposés* ».

Dans l'esprit de la plainte, les demandeurs sont victimes de la duplicité des autorités haïtiennes et des entités engagées dans le transfert d'argent et la communication téléphonique, l'occurrence, Western Union, Unitransfert et CAM Transfert, ainsi que la BRH et le CONATEL.

Les demandeurs ont été lésés de fait et ont subi une perte d'argent, en raison de la conduite des défendeurs consistant à qualifier abusivement les redevances, soient des « *taxes légales prélevées pour financer des activités gratuites et obligatoires* ». Les plaignants ont payé les frais supplémentaires à titre de taxes « *en échange d'une promesse de fournir l'éducation gratuite et obligatoire pour la population haïtienne, y compris les parents des plaignants* ». Mais les promesses faites n'ont pas été tenues. L'argent collecté au moment d'effectuer les transferts et dans le cadre des appels téléphoniques n'ont pas contribué au financement de l' « *éducation gratuite et obligatoire* ». Les centaines de millions $ USD collectés ont été détournés au profit des autorités haïtiennes, laissant les contribuables sur leur faim quant aux montants transférés à la BRH et au CONATEL, ou l'usage qui a été fait de ces fonds.

### Le quatrième chef d'accusation

Le troisième chef d'accusation concerne la violation de la loi de la Floride sur les pratiques commerciales déloyales et trompeuses (Violation of the Florida Deceptive And Unfair Trade Practices Act § 501.201 et seq.)
Les demandeurs invoquent de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents. Ils intentent cette intentent cette action individuellement et au nom des toutes autres personnes victimes de ces mêmes pratiques.

L'accusation évoque également la violation des droits de l'homme et les droits de la personne des consommateurs en faisant et en continuant à « *faire de la publicité mensongère et percevoir les frais à titre d'impôts légaux pour financer des activités gratuites et sans frais* », l'en l'occurrence l'éducation obligatoire en Haïti, alors qu'en fait, elle ne l'est pas.

Ici encore, l'objectif visé par les plaignants consiste à solliciter l'intervention de la justice en interdisant la continuation de telles pratiques, pour les mêmes raisons.

### Le quatrième chef d'accusation

Le cinquième chef d'accusation évoque le « *Vol civil en vertu de la loi de la Floride §772.11)* », invoquant de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents.

Les plaignants intentent cette action individuellement et au nom d'autres personnes lésées dans les mêmes conditions. Il s'agit d'une action pour vol civil en vertu de Fla. Stat. §772.11. 47. Car, arguent encore les avocats de l'accusation : « *Tout au long de la période visée par les recours collectifs, les défendeurs ont transigé avec les demandeurs et ont obtenu et/ou utilisé au moins 500 000 000 000,00 $ de l'argent des demandeurs sans la permission des demandeurs* ».

On lit de plus dans l'acte d'accusation : « *Tout au long de la période visée par les recours collectifs, les défendeurs ont utilisé ou tenté illégalement et sciemment d'utiliser l'argent des demandeurs et ont sciemment privé ou s'est efforcé de priver les demandeurs et les autres membres des catégories identifiées comme victimes de leur argent* ».

### Cinquième chef d'accusation

Le cinquième chef d'accusation met en évidence la violation par les accusés de la législation en vigueur dans l'État de la Californie sur le fonctionnement des entreprises et des professions, «*Californie Business & Professions Code § 17500 et suivants. Selon l'acte d'accusation, « Une personne commet un vol si, sciemment, elle obtient ou obtient sciemment, utilise ou s'efforce d'-obtenir ou d'utiliser la propriété d'une autre personne dans l'intention de, soit temporairement, ou de façon permanente priver l'autre personne d'un droit à la propriété ou d'un avantage découlant de l'utilisation de la propriété ou de l'usage d'un bien* ».
Au nom de leurs clients, Me Marcel Denis et consorts, font remarquer que « *Tout au long de la période visée par les recours collectifs, les accusés se sont livré à des activités d'annonce publique et de marketing; soit une campagne représentant les frais illégaux comme des '' impôts légalement imposés pour financer des activités gratuites et illégales '', l'éducation obligatoire en Haïti* ».

Il est en outre stipulé dans le document que « *Les frais perçus à titre de taxes sont en fait des ''frais bancaires et de services téléphoniques''* ». Avant d'ajouter que « *Les publicités et les représentations marketing des défendeurs sont donc trompeuses, fausses, ont induit en erreur et continueront de tromper le public. Les défendeurs ont participé à leur campagne de publicité et de marketing avec l'intention d'inciter directement les consommateurs à payer des sommes d'argent supplémentaires sur la base de fausses demandes* ».

### Sixième chef d'accusation

Le sixième chef d'accusation cite les accusés en fonction de la Loi de l'État de la Californie relative au Code professionnel et des affaires alinéa 17200 et suivants.

Le document explique que les demandeurs intentent cette action individuellement et solidairement à d'autres groupes nationaux victimes des mêmes abus. En s'engageant dans les actes et pratiques décrits ci-dessus, les défendeurs ont commis un ou plusieurs actes de « *concurrence déloyale* » au sens du Code des affaires et des professions alinéa 17200. L'acte d'accusation définit « *concurrence déloyale* » en ces termes : on entend par cette expression toute « *concurrence illicite, déloyale ou frauduleuse* », acte interdit par le Code des affaires et des professions § 17500 et suivants.

La plainte attire l'attention sur le fait que « *Les accusés ont commis des actes ou des pratiques commerciales '' illégales '', entre autres choses, violant le Code californien des affaires et des professions § 17500* ».

Et le document de préciser : «*Les accusés ont commis des actes ou des pratiques commerciales '' déloyales '', entre autres choses : se livrer à une conduite lorsque l'utilité d'une telle conduite, s'il y a lieu, l'emporte sur la gravité des conséquences pour les demandeurs et les membres des classes californiennes* ».

### Septième chef d'accusation

Le septième chef d'accusation se base sur la Violation de la loi de l'État de la Californie relative au recours judiciaire concernant les consommateurs (Consumers Legal Remedies Act - Cal. Civ. Code § 1750 et suivant).

Les demandeurs invoquent de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents.

La défense explique que cette action déclenchée contre les accusés « vise à obtenir des dommages-intérêts pécuniaires et une mesure injonctive en fonction de la Californie Civil Code § 1782.

En effet, précise l'acte d'accusation, « *Le ou vers le 5 octobre 2018, les demandeurs ont envoyé aux défendeurs un avis et une lettre de mise en demeure avisant les défendeurs de leurs violations de la LRTL. Mais ces derniers n'ont pas corrigé les fausses déclarations mentionnées dans la lettre de mise en demeure. Les actions, les représentations et la conduite des défendeurs ont violé, et continuent de violer l'ERTV parce qu'elles s'appliquent aux opérations qui sont destinées à donner lieu ou qui ont pour effet de donner lieu à des opérations de transfert d'argent conclue avec les consommateurs* ».

En invoquant les lois en vigueur pour obtenir soulagement pour leurs clients, les avocats invite le Tribunal fédéral, non seulement à imposer des amendes et autres sanctions aux accusés, mais ils demandent à la Cour, au nom de leurs clients, d'enjoindre aux défendeurs de continuer d'employer les employés illégaux de l'entreprise. Aussi bien les méthodes, actes et pratiques allégués dans le présent docu-

*Suite en page 4*

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 3



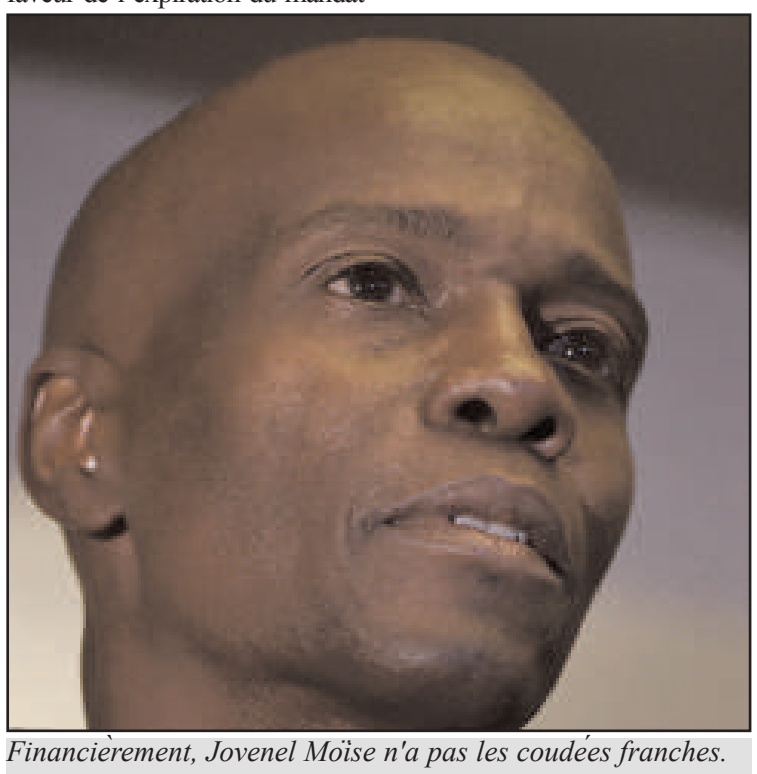
TRACTATIONS AUTOUR DU CHOIX DU NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BRH

# Shérif Abdallah se bat pour faire la nomination

## De fortes pressions exercées sur Jovenel Moïse

*Suite en page 7*

Selon des sources généralement crédibles, Moïse et Abdallah se font une guerre larvée, depuis déjà des semaines, parce que le président haïtien aurait fait marche arrière par rapport à la promesse qu'il aurait faite à son « *ami* » de nommer le prochain gouverneur de la BRH. Cette opportunité s'étant offerte à la faveur de l'expiration du mandat de l'actuel gouverneur, Shériff Abdallah se serait mobilisé en vue de « *faire valoir son droit* ». Les mêmes sources ont révélé que le conflit qui avait éclaté, il y a deux semaines, entre MM. Moïse et Abdallah, était imputable à des dettes accumulées par le président envers ce dernier. Mais, ont encore précisé ces informateurs, la vraie mésentente provenait du fait que Moïse semblait vouloir « *renoncer* » à sa promesse à Abdallah de nommer le gouverneur de la Banque centrale.



*Financièrement, Jovenel Moïse n'a pas les coudées franches.*

*Sherif Abdallah s'est-il réconcilié avec Jovenel Moïse ?*

### Des dettes accumulées

À en croire ces sources, en sus des factures pour l'utilisation d'hélicoptères, qui étaient restés impayés, jusqu'à il y avait deux semaines, après plusieurs mois en souffrance, la présidence devait encore des millions à Abdallah pour l'achat de produits pétroliers.

On explique, à ce sujet, que depuis qu'avait éclaté le scandale du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) accusé de financer l'achat de produits pétroliers pour la première dame, la Palais national avait trouvé d'autres sources de financement.

En effet, ces mêmes sources autorisées ont précisé que Jovenel Moïse avait fait un accord au terme duquel les magnats du pétrole Shérif Abdallah et Allan Zureik payaient la cargaison de pétrole qu'achetait Martine Moïse. Mais les remboursements ne s'effectuaient pas de manière régulière. Il est vrai que quand les dettes liées au pétrole s'ajoutent à celles des factures impayées de l'usage de l'hélicoptère, cela fait une somme qui inquiète tout homme d'affaires qui se respecte. Surtout quand l'homme d'affaires en question connaît bien la réalité financière du gouvernement Moïse-Céant se trouvant confronté à une crise financière insurmontable.

D'après ce qu'on répète dans les milieux financiers, à Port-au-Prince, Shérif Abdallah n'a pas refusé de faire transporter son passager dans l'Artibonite par hélicoptère, à cause des factures non payées. Il semble que la réaction de ce dernier se serait plutôt inspirée de l'offre de permettre à Abdallah de nommer le gouverneur de la BRH, auquel Jovenel Moïse semblait vouloir renoncer. Refuser de faire transporter le président Moïse dans l'Artibonite, ce jour-là, constituait, dit-on, une chiquenaude pour ramener M. Moïse à la réalité.

### Shérif Abdallah à pied d'œuvre

On ne sait pas comment Jovenel Moïse s'est tiré d'affaire dans le conflit avec Shérif Abdallah. On a tout simplement appris que le gouvernement aurait « *acheté* » deux hélicoptères. Ce qui paraît bizarre quand on sait que ça ne tourne pas rond pour le gouvernement, en ce qui a trait aux disponibilités dans les caisses de l'État. En tout cas, des proches de l'administration Moïse-Céant ont révélé que celle-ci était en train de négocier un contrat de location d'hélicoptère avec la République dominicaine.

Entre-temps, Abdallah s'est mis sérieusement au travail en vue d'exécuter son projet de nommer le prochain gouverneur de la Banque centrale. On se demande s'il a encore la possibilité d'influencer Moïse par rapport à ce choix.

Présentement, l'homme de l'hélicoptère se démène pour que sa candidate, Gladys Coupet, soit celle qui prend la relève à la BRH.

D'aucuns se demandent quel intérêt a Shérif Abdallah pour qu'il nomme le gouverneur de la Banque ? Dans le monde de la finance, à Port-au-Prince, d'aucuns disent qu'il est facile de s'enrichir quand on est proche du gouverneur de la Banque centrale. Car, grâce à lui, certains hommes d'affaires ont la possibilité d'effectuer des placements à «*très court terme* » et qui rapportent des sommes colossales en peu de temps.

En ce qui a trait à la nomination du gouverneur de la Banque des banques, il semble que Shérif Abdallah n'ait pas toute l'affaire dans le sac. Selon d'autres sources, qui passent pour être très informées en ce qui a trait aux activités bancaires, en Haïti, Shérif Abdallah, un des plus gros déposants à la Sogebank, pousserait à la roue pour que Gladys Coupet, actuellement membre du Conseil d'administration de cette institution, en devienne la directrice.

*Gladys Coupet.*

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 4



# CHRONIQUE DES INVITÉS/GUEST COLLUMN

## LES HAÏTIENS SONT-ILS PROFONDÉMENT RACISTES?

Il convient de se poser cette question. Pourquoi ? Eh bien, voici au moins deux raisons de s'interroger là-dessus :

(1) Pourquoi certains Haïtiens affirment qu'il faut, pour la énième fois, changer de drapeau, en prétextant que l'actuel tricolore bleu et rouge est le drapeau des mulâtres, et que le « VRAI DRAPEAU » haïtien doit être noir et rouge, c.-à-d. représenter la teinte épidermique de la grande majorité des membres de la nation.

(2) La seconde raison est que certains Haïtiens qualifient de «COULEUR CACA » ceux de leurs compatriotes dont la teinte épidermique est plus claire que la leur.

Est-ce que cette obsession de la couleur de la peau cache un racisme bien ancré. OUI ou NON? Je pose la question, ce qui sous-entend que je n'ai pas encore trouvé la réponse. En attendant, j'avoue que je commence à comprendre ceux qui avouent ceci : «*Ma patrie, c'est là où je me sens bien !* »

**ARE HAITIANS DEEPLY RACIST?**

This is a question that needs to be asked. Why? Why? Well, there are at least two reasons to wonder about that:

Why some Haitians claim that it is necessary, for the umpteenth time, to change flags, on the pretext that the current tricolor blue and red is the flag of the mulattoes, and that the Haitian "TRUE FLAG" must be black and red, i. e. represent the skin tone of the vast majority of the nation's members.

The second reason is that some Haitians refer to those of their compatriots whose skin tint is lighter than their own as "CACA COLOR".

Is this obsession with skin color hiding deep-rooted racism? YES or NO? I ask the question, which implies that I have not yet found the answer. In the meantime, I admit that I am beginning to understand those who confess this: "My homeland is where I feel good! »

**— ¿SON LOS HAITIANOS PROFUNDAMENTE RACISTAS?**

Esta es una pregunta que hay que hacerse. ¿Por qué? ¿Por qué? Bueno, aquí hay al menos dos razones para preguntarse sobre eso:

(1) Por qué algunos haitianos afirman que es necesario, por enésima vez, cambiar las banderas, con el pretexto de que el azul y rojo tricolor actual es la bandera de los

*Continued on page 15*

1,50 $ SUR CHAQUE TRANSFERT ET O,50 $ MINUTE SUR LES APPELS TÉLÉPHONIQUES

# Plainte déposée au Tribunal fédéral de New York

## Accusés : Michel Martelly, Laurent Lamothe, Jocelerme Privert, Jovenel Moïse et consorts...

*Suite de la page 2*

ment, conformément à l'article 1780(a)(2) du Code civil de la Californie.

L'acte d'accusation précisent qu' « en s'engageant dans les actions, fausses déclarations et pratiques professionnelles énoncées dans la présente plainte, les défendeurs ont violé, et continuent de violer l'article 1770(a)(5) du Code civil californien en représentant que les frais supplémentaires payés résultaient d'une imposition fiscale légale » Ce qui est archi-faux, arguent les avocats.

### Huitième chef d'accusation

Le huitième chef d'accusation porte sur de fausses déclarations intentionnellement formulées, en violation de la loi de New York.

A cet effet, les demandeurs invoquent de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents.

Ces derniers intentent cette action individuellement et collectivement au nom des autres personnes victimes des comportements reprochés aux accusés. Les accusations formulés dans le huitième chef d'accusation explique que « *Tout au long de la période visée par les recours collectifs, les défendeurs, tout en passant des contrats avec les demandeurs et d'autres membres de la communauté nationale, ont intentionnellement déformé un fait important au sujet de l'affaire, en prétendant que les frais supplémentaires sont des '' taxes légalement prélevées pour financer des opérations gratuites et gratis '', en l'occurrence ''programme d'enseignement obligatoire '' ou en omettant délibérément de fournir une description de la ligne contenant les frais* ».

Les avocats de l'accusation arguent également, dans la plainte, que « au moment où les défendeurs ont fait les fausses déclarations alléguées aux présentes, les défendeurs savaient pertinemment que le frais supplémentaires qu'ils exigeaient des clients n'étaient pas des « *taxes légalement imposées* » parce que l'organe législatif du gouvernement haïtien n'a jamais promulgué une loi autorisant une telle imposition.

### Neuvième chef d'accusation

Le neuvième chef d'accusation repose sur les fausses déclarations intentionnellement formulées en vertu des lois de la Floride. Encore une fois la duplicité institutionnellement introduite dans les transactions par les maisons de transfert et les compagnies de téléphone, de concert avec Michel Martelly, Jocelerme Privert, Jovenel Moïse et consorts, est exposée.

Dans l'esprit des avocats de l'accusation, en payant les frais supplémentaires demandés par les accusés, les plaignants ont accepté de bonne foi de payer les dits-suppléments de frais prenant pour argent comptant l'affirmation des opérateurs faisant passer ces frais pour des « *taxes légalement imposées par un décret législatif* ». Ce qui est totalement faux.

L'accusation selon laquelle les accusés ont perçu les frais supplémentaires et les ont détournés à leur propre usage constitue un thème récurrent de cette plainte étant réitéré dans chaque chef d'accusation. Mais insistant aussi sur le fait que les défendeurs ont perçu les frais supplémentaires et les ont convertis pour leur propre usage. Dès lors les plus de USD 500 millions qu'ils ont encaissés depuis la mise en œuvre de cette conspiration sur le dos des consommateurs haïtiens, depuis juin 2011, auraient permis de payer les arriérés de salaires aux enseignants; et à construire de nouvelles écoles à travers tout le pays.

### Dixième chef d'accusation

Les demandeurs invoquent de nouveau et incorporent par renvoi les allégations énoncées dans les paragraphes précédents. Les entités poursuivies dans cette plainte ont sciemment fait savoir aux consommateurs, individuellement et collectivement à travers les États-Unis, que les frais supplémentaires demandés constituaient des taxes légalement imposées.

Au contraire, les avocats de l'accusation insistent, dans la plainte déposée, au Tribunal fédéral de New York, que les présidents haïtiens et leurs alliés des maisons de transfert, de la Banque centrale et du CONATEL ont concocté une vaste conspiration en vue d'escroquer les consommateurs haïtiens par le biais de transfert de fonds effectués de la diaspora aux parents restés en Haïti sur lesquels une valeur supplémentaire de USD 1,50 est exigée; ainsi que 0,05 centimes/minute sur chaque appel téléphonique fait par un Haïtien.

### Onzième chef d'accusation

Dans le onzième chef d'accusation, est évoquée la question d' «*enrichissement injustifiée* » évoquant les moyens mis en œuvres pour réaliser cette conspiration. À cet égard, les avocats attirent l'attention sur deux circulaires et un décret présidentiel pris en contravention avec la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Là encore, les frais exigés n'ont rien à voir avec l'enseignement gratis universel, motif évoqué par Martelly et Laurent Lamothe au moment de les imposer.

En clair, un l'agit d'un stratagème monté par l'équipe Martelly-Lamothe pour s'enrichir au détriment de la diaspora. Car non seulement l'éducation continue d'être traitée ne parent pauvre, en Haïti, les « *taxes* » perçues sur les transferts et les appels téléphoniques ont servi à grossie les comptes en banque de ceux-là même qui avaient inventé un tel projet.

### Douzième chef d'accusation

Le douzième chef d'accusation traite des déclarations des conspirateurs relatives à l'usage qui allait être fait des frais additionnels exigés des demandeurs de service auprès des maisons de transfert et des compagnies de téléphone.

En effet, les avocats des plaignants identifient les entités concernées comme étant « *des hauts fonctionnaires du gouvernement haïtien, les opérateurs de maisons de transferts d'argent, les sociétés de télécommunications* » qui font des transactions avec les plaignants et les autres consommateurs des États-Unis.

L'accusation réitère que « les *droits de 1,50 $ et de 0,05 $ perçus sont des '' taxes légales perçues pour financer un programme d'enseignement gratuit et obligatoire* ».

L'acte d'accusation précise que « *Les déclarations des défendeurs concernant les frais perçus étaient fausses. Les honoraires sont le résultat du comportement illégal des défendeurs qui ont conclu des accords horizontaux de fixation des prix qui sont explicités par deux circulaires et un décret présidentiel pris en contravention des lois d'Haïti* ».

Et les avocats des plaignants d'ajouter « *Les défendeurs ont perçu les frais sous le prétexte qu'il s'agit de taxes prélevées pour financer un programme d'éducation universel gratuit. Contrairement aux représentations faites, les frais perçus sont convertis à l'usage personnel et privé des défendeurs, les frais perçus sont convertis à l'usage personnel et privé* ».

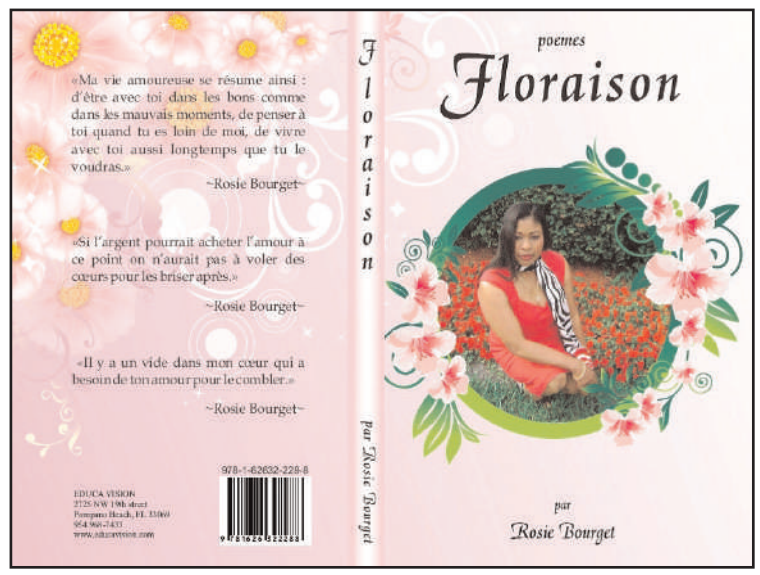
Dans la requête formulée dans la plainte, les avocats de l'accusation demandent au Tribunal fédéral : si la conduite des défendeurs s'avère délibérée d'accorder aux demandeurs et aux autres personnes lésées dans leurs intérêts, «*dans la mesure prévue par la loi, des dommages exemplaires* ».

La plainte déposée au Tribunal fédéral de l'Eastern District, à Manhattan, New York, demande un procès avec assistance de jury.

Le tribunal rend une ordonnance accordant la restitution et le dégorgement de toutes les sommes d'argent des défendeurs.

**Me Denis et son organisation, ALPAN Group, ont mis cette action en mouvement pour aider la communauté haïtienne. Il souhaite que d'autres compatriotes se joignent à lui dans cette entreprise. Aussi souhaite-t-il que de nouveaux plaignants s'inscrivent. Car c'est un mouvement en cours. Les intéressés sont priés de s'adresser à ALPAN Group, 13695 West Diexie Highway, North Miami, FL 33161. Pour rejoindre ALPAN au téléphone, composez le 305.893.0096.**

L.J.



## HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 5



# NOTE DE PRESSE

## LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

*Ertha Pascal Trouillot, avocate.*

Présentation parfaite — Haut de gamme Reliure soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

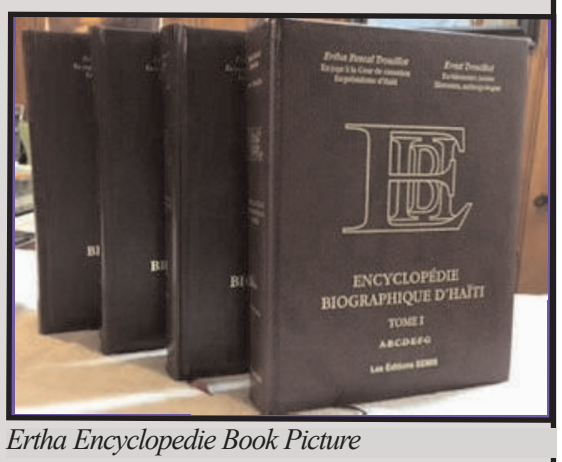
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.




*Ertha Encyclopedie Book Picture*

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

## BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

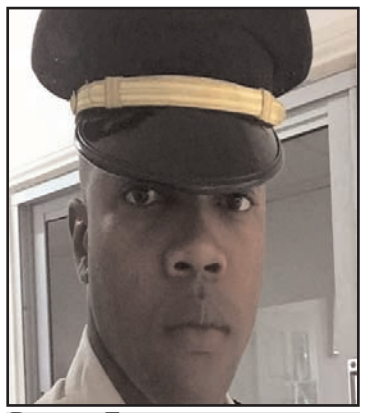
Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 6



# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN

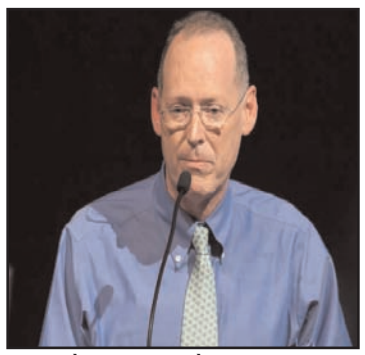
Semèn sa n ap kontinye ak «*Retrospectif* » nou te kòmanse semèn pase a. Wi, n ap fè youn ti gade dèyè sou sa k te pase nan lane 2018 la, youn lane latwoublay pou Ayiti. Mwen kontan pou jan nou zòt lektè gen tan fè m konnen kijan nou apresye travay la. Gen nan nou ki di m nou te



*Dimitri Era.*

menm bliye kèk nan sa ke m te raple nou nan "« *Retrospectif* » la. Enben, se pou sa nou la, n ap kontinye ak travay la.

Nan mwa mas lane pase a, nou pral wè kijan Ayiti pa vo anyen nan kesyon lasante. Nan mitan Palman, senatè Nawoum Maselis (Nawoom Marcélus) fè youn kriz kè, kriz kadyak, kòm laplipa mounn di. M te kwè se jouk Miami yo kouri avè l nan avyon. Kòm se senatè, se gran Nèg, yo mete avyon a dispozisyon l. E pou sitwayen òdinè, mounn konsa-konsa, se lanmò dirèk-dirèk. Pi devan nan lane a,



*Doktè Pol Famè.*

se pral youn ansyen minis Lasante n ap jwenn ki mouri, paske li te nan youn aksidan machin e kòm kote ki te pi pre a se te Okay, yo kouri al Okay avè l. Men Okay pa t gen sakilfo pou sove lavi l. Move tan, avyon pa ka dekole. Yo pran kouri avè l, pou mennen l Pòtoprens. Li mouri avan l rive. N ap pale de ansyen minis Lasante, doktè Mikayèl Amede Jedeon (Michaelle Amédée Gédéon).

Vwala ke otorite Ayiti pran lajan PetwoKaribe a al bati gwo chato bò lanmè ki koute milyon dola vèt. Olye yo te fè sa, yo te ka bati youn lopital modèn nan chak depatman, menm jan ak sa «*Partners in Health* » (Doktè Paul Farmer) bati nan Mibalè. Sa koute 17 milyon dola. Lè n militipliye lajan sa a pa 10 depatman, nou sèlman rive sou 170 milyon, youn ti plim sou do 3 milya 800 milyon lajan PetwoKaribe a. Epi otorite Ayiti depatcha tout lajan sa a san yo pa bay okenn esplikasyon. Konbyen mounn ki mouri sou kont bann enkonsyan sa yo ?

Nan mwa **fevriye**, Dimitri Era (Dimitri Hérard), ki te anchaj USGPN, ekip Polis espesyal ki anchaj sekirite Palè a, disparèt. Li vin reparèt nan mwa mas, san pa gen okenn esplikasyon ki bay pou fè konnen de ki prevyen. Men nan lè koulis, pawòl la pale. Se pou afè dwòg ke DEA, mesye Ameriken yo k ap siveye dwògmann tou patou, t ap kesyone msye. Yo pa di kibò. Jan sa ye a, msye sanble te fè youn *dil* ak mesye Blan yo ki te kite l ale youn mwa apre yo te pran l nan. Men lè konsa, *dil* la mande pou w koopere nan denonse lòt gwo bwa ki nan metye a. Alo, Dimitri, nou konn koze a !

Nan mwa **davril,** nouvèl anba anba, men ke *Obsèvatè* te dekouvri, se Michèl Mateli (Michel Martelly) ki t ap chache vann gwo chato 9 milyon dola l bò lanmè a. Sanble li te vle rale kò l anba chay la, paske, san dout, li santi jan sitiyasyon an ap dewoule a, yo ka rive sou li pou mande l kote li te jwenn kòb pou bati gwo chaoto sa a ak youn apwentman 10 mil dola vèt pa mwa. Fò n konprann ke pawòl lajan PetwoKaribe a te kòmanse fè msye pè !

Se nan menm mwa **davril** la ke pawòl jounalis-fotograf Vladimi Legayè (Vladjimir Legagneur) te vin fè gwo bri. Msye te disparèt depi 14 mas lè l t al fè youn repòtaj nan zòn Gran Ravin, nan Pòtoprens la. Selon sa Lapolis te di radyo *Lavwa d Lamerik,* yo te arete 2 mounn ke yo te sispèk nan kesyon an. Jouk jodi a anyen pa janm di sou disparisyon Vladimi. Se lontan apre sa, nou vin konnen ke gwo otorite nan peyi a nan konfyolo avèk bandi yo ki nan diferan gang nan kapital la, Gran Ravin tou. Travay Vladjimi Legayè t ap fè a te ka vin devwale youn bann koze ke otorite yo pa t vle soti. Ēske se pou sa yo tou koud bouch jounalis la ?

Mwa **avril** la gen youn gwo dat ke Ayisyen p ap bliye. 20 avril 1990 lè Ayisyen te bay premye gwo demonstrasyon nan Nouyòk lè yo te fè Bwouklin Bridj (Brooklyn Bridge) tranble. Lè sa a plis pase swasann-kenz mil (75 000) nan nou ak zanmi lòt nasyon te manifeste kont *Food and Drug Administration* (FDA) ki te deklare tout Ayisyen pa ka bay

*Franswa Nikola Jan-Klod Divalye.*

san jan yo te konn bay nan kolèkte san. Yo te di Ayisyen fè pati gwoup mounn k ap simaye SIDA nan peyi a. Enben, apre gwo mach sa a kont branch gouvènman an ke Ayisyen te rele *Federal Discrimination Administration,* twa (3) mwa pa t pase ke FDA te oblije fè bak, wete non Ayisyen nan lis yo a.

Vwala ke nan dat 20 avril ane pase a, Ayisyen te vle bay prezidan ameriken an youn leson pou vye pawòl latrin li te lage sou do Ayisyen, El Salvadò ak peyi Afriken yo. Nou te di yo 2018 pa ka konpare ak 1990. Ayisyen kounnye a pa Ayisyen lontan yo ki te gen plis inite pami yo pou batay kont tout bagay, menm kont diktati nan peyi yo. Men gen 2 gwoup nan Nouyòk ki te deside y ap fè mach yo kanmenm, san okenn antant antre yo. Enben se te youn fyasko. Pa t menm gen 500 mounn. Pa gen fason pou yo te souke Bwouklin Bridj. Lapolis pa t fèmen okenn pon.Yo te blije pase pa anlè kote mounn mache, pa kote machin vwayaje, jan sa te fèt 20 avril 1990. Remon Jozèf (Raymond Joseph) te ekri youn gwo atik nan jounal la kote l te di : Lè pa gen « *L'Union [qui] fait la force* » anyen p ap mache.

Nan dat **17 avril**, yo anonse lanmò *Barbara Bush,* ki te gen 92 an. Li te pase 73 lane marye ak mari l. Se te madanm ansyen prezidan *George H. W. Bush,* manman ansyen prezidan *George W. Bush* ak ansyen gouvènè *Jeb Bush, n*an Florid. Nan lantèman l, ki te fèt nan vil *Houston,* nan *Texas,* sa te dwòl anpil lè tout ansyen prezidan ak madanm yo te prezan, men prezidan *Donald Trump* pa t la, byen ke madanm ni, *Melania,* te prezan, chita bò kote prezidan *Barack Obama,* ki t ap pale avè l de tanzantan. Fanmi defen an te panse ke prezidan *Trump* te ensilte fanmi yo twòp pou yo t al envite l nan lantèman, men yo te di madanm ni ka vini. Kijan prezidan Eta-Zini an te santi l ? Fò m di tou ke prezidan *Carter* ak madanm li te voye di akòz sante madanm nan e li menm k ap aletranje, yo p ap ka la.

Ann pase sou sa gouvènman ayisyen te fè nan dat **23 avril** la. Yo te fè youn premye pase men sou kabinè a, kòm yo di an franse youn « *Remaniement ministériel*». Minis Jistis la, Heydi Fòtine (Heidi Fortuné) te aprann revokasyon l pandan l te an vwayaj aletranje. Sanble ke prezidan lakay la te aprann youn leson nan men prezidan ameriken an. Se le 30 mas, pandan l te an vwayaj ann Afrik, ke *Rex Tillerson,* sekretè Deta, osnon minis Afè Etranjè, te aprann li revoke.

Se nan mwa **davril** tou, le 13 ak 14, ke « *Sommet des Amériques* »la, reyinyon chèf Deta nan Lamerik la, te fèt nan vil Lima, nan peyi Pewou (Pérou). Jan l abitye fè lè l ap pale devan gwo chèf, prezidan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) te fè youn diskou kote li te esplike tou sa Ayiti ap fè nan batay kont kòripsyon. Msye pa egare, paske tèm gwo konferans la se te egzakteman kòripsyon. Men tou sa se pale anpil met la !

Pou n fèmen chapit mwa **davril** la, m ap raple nou ke nan dat **28** la, bandi te atake Kafe Triyo nan Okap Ayisyen ak bonm lakrimojèn ki ka fè mounn toufe. Se la senatè Youri Latòti (Latortue) ak Jak Sovè Jan (Jacques Sauveur Jean) t ap fè youn reyinyon pou bay esplikasyon sou eskandal PetwoKaribe a. Yo te oblije kouri mennen anpil mounn byen mal nan lopital Jistinyen. Men pòt pawòl gwoup Twopikana a, Jak Dibwa (Jacques Dubois) tou mouri.

Nan dat **premye me,** fèt Lagrikili nan plizyè peyi, Lachin, sa yo rele la « *Grande Chine* » nan, te anonse relasyon diplomatik ak Repiblik dominikèn. Se *Flavio Espinal*, konseye prezidan *Danilo Medina,* ki te anonse sa nan Santo Domingo, pandan minis Afè etranjè Repiblik dominikèn nan, *Miguel Vargas,* te nan kapital Lachin, *Beijing,* ansanm ak minis Afè etranjè Lachin nan, *Wang Yi,* ap siyen dokiman yo. Se te youn move kou pou Taywann, ki te vin rete sèlman ak 19 peyi nan lemonn antye ki rekon-

*Mikaèl Amede Jedeon.*

nèt li, pami yo Ayiti.

Nan lendi, **28 me,** youn anons parèt nan *Le Moniteur,* piblikasyon ofisyèl gouvènman ayisyen an, kote administrasyon an wete tout pouvwa nan men direktè jeneral Lapolis la, Michel-Anj Jedeyon (Michel-Ange Gédéon), pandan ke prezidan Moyiz deja *Taipei*, kapital peyi *Taiwan.* Depi **26 me**, prezidan an te kite peyi a pou l al rankontre prezidan peyi *Taywann,* Madan *Tsai Ing-wen*. Prezidan Moyiz t ap eseye jwenn kèk milyon pou devlopman Ayiti nan youn bann domèn. Men se pa anyen mounn ka konpare ak kantite milya la « *Grande Chine*»

*Senatè Nawoum Maselis.*

deja pwonmèt pou lage nan youn bann pwojè an Repiblik dominikèn. Kòm toujou, Ayiti ret dèyè kamyonèt la, menm nan relasyon diplomatik.

Epi nou rantre nan mwa **jen,** epi gwo peyi rantre nan won. Le **12 jen**, apre youn bann melimelo, tèt a tèt ap fèt, li p ap fèt, men prezidan ameriken an, *Donald Trump,* chita ansanm ak diktatè Kore di Nò a, *Kim Jong-un,* nan peyi Singapou (Singa-

*Vladimi Legayè.*

pour), tankou 2 ansyen zanmi. Prezidan ameriken an bezwen pou kòlèg koreyen an l nan sispann pwogram zam nikleyè l la. *Kim* di youn pawòl ki fè *Trump* kontan. La tou, pawòl « *Rocket Man* », jan prezidan ameriken an te konn rele *Kim* nan, pa alamòd ankò. Epi, pi devan *Kim* pral di youn lòt koze. Msye di si pou l sispann pwogram nikleyè l la, fòk Eta-Zini rale tout twoup li gen nan Kore di Sid ak nan Japon. Byen konte, mal kalkile !

Le **12 jen**, indirèteman, kesyon PetwoKaribe a rive jouk Eta-Zini. Kounnye a, Nèg lakay pa ka di anyen p ap fèt tout tan Ameriken pa foure bouch nan koze a. Se nan dat sa a ke Depatman Trezò ameriken te poze sele, Ozeta-Zini, sou tout byen senatè dominiken an, *Ramon Felix Bautista Rosario.* Nan deklarasyon otorite ameriken yo fè, yo di ke se pou kòripsyon yo aji konsa, paske apre tranbleman tè 2010 la, ann Ayiti, *Bautista* te peye anba tab pou gen kontra e anpil nan travay yo pa janm fèt. Antouka pawòl angle yo itilize a se «*embezzlement and money laundering* » (vòl lajan Leta epi transfere l lòt kote). Mwen p ap ajoute plis sou sa. Men sa byen klè pou mwen ke *Bautista* gen koneksyon ann Ayiti pou vòlò lajan Leta. Mwen menm, mwen ta di fòk mounn ann Ayiti, ki te nan konfyolo ak *Bautista* yo, mete bab yo alatranp. Y ap rive sou yo kanmenm.

Le **21 jen**, sa n kwè ki pase nan Wachintonn ? Men revenan k ap tounen sou mounn. Pitit Jan-Klod Divalye (Jean-Claude Duvalier), pitit pitit Franswa Divalye (François Duvalier), Franswa Nikola Jan-Klod Divalyer (François Nicolas Jean-Claude Duvalier) bay entèvyou nan *Lavwa d Lamerik.* Se li menm ki ka chanje sitiyasyon Ayiti. Li pa responsab sa k te pase lè l te piti. Li kite Ayiti a 3 zan. Yo pa ka repwoche l anyen. Men an menm tan tou, li te di gran papa l se te youn gwo patriyòt, youn nasyonalis enganm ki te defann peyi l byen defann. Se pa nan *La Vwa d Lamerik* li te di dènye koze sa a. Se nan youn atik li te bay nan *Le Nouvelliste* depi 2013 ke nou te genyen. Men wi, se konsa gwo nasyonalis la touye anviwon 30 mil (30 000) mounn, youn kantite mounn disparèt san yo pa janm pran nouvèl yo. Katre-ven pou san (80 %) entèlektyèl ak pwofesyonèl peyi a sove al aletranje nan lane 60 ak 70 yo.Te gen plis medsen ayisyen nan Nouyòk pase ann Ayiti. Pwofesè ayisyen te al Kanada, sitou nan Kebèk. Peyi kote yo pale franse nan Lafrik de Lwès ouvri pòt bay Ayisyen k ap sove. Se konsa menm lame nan peyi sa yo, ki t ap pran endepandans yo, se ofisye ayisyen ki te antrene yo. E gen peyi kote se Ayisyen kit te monte inivèsite pou yo. Men tou sa pè Franswa te fè pou peyi Dayiti. E n ap peye sa jodi a ak vye diplòm Ayiti ke yo pa aksepte aletranje.

Le *27 jen* Re Jozèf (Ray Joseph) te ekri youn gwo istwa ann angle nan kolòn HAPPENINGS nan ki te gen kòm tit «**Can a Duvalier bring salvation to Haiti ?** » (Ēske youn Divalye ka vin delivre Ayiti ?) M pa bezwen di nou jan Mesye Jozèf te esplike dezas papa ak gran papa ti Nikola te fè nan peyi Dayiti. Menm si ti Nikola te gen 3 zan lè l te kite Ayiti, li pote sou do l sa papa l ak granpè l te fè peyi sa a. Fò l kòmanse pa mande padon epi bay nan 900 milyon dola papa l ak manman l te ranmase lè yo te pati kouri an egzil le 7 fevriye 1986. Epi *Lavwa d Lamerik* te envite Mesye Jozèf le 29 jen pou l te bay youn replik. M pa bezwen di nou, anpil verite

*Suite en page 12*

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 7



# NOUVELLES BRÈVES

Il y a déjà 10 jours depuis que le gouvernement américain est partiellement fermé, et l'on ne sait pas encore quand est-ce que les activités reprendront. Quelque huit cents mille (800 000) employés de l'État sont affectés, dont 420 000 travaillant sans

*Rosario Murillo.*

rémunération, et 380 000 congédiés temporairement. Ceux au travail occupent des postes d'urgence, tels les employés de la *Homeland Security,* chargée de la protection interne, soit les frontières et aéroports, etc. Selon les normes, ceux qui travaillent seront rémunérés au total à l'ouverture du gouvernement, tandis que les congédiés temporairement perdront un ou deux chèques. Tout dépendra de la durée de la fermeture.

Le président Donald Trump maintient sa demande au Congrès d'inclure cinq milliards de dollars (5 000 000 000.00 $) dans le budget partiel qu'il doit signer pour l'opération d'environ 25% du gouvernement fédéral. Tout laisse indiquer que rien de positif n'aura lieu avant l'année prochaine. Pourtant il continue d'accuser les démocrates de réfractaires, refusant de se courber à sa demande qui ne fait pas l'unanimité.

On se rappelle que le 10 décembre dernier, lors d'une réunion, à la demande du président Trump, à la Maison-Blanche, avec les leaders démocrates au Congrès, savoir Nancy Pelosi, présidente de la Chambre basse dès le 3 janvier prochain, et Chuck Schumer, président de la minorité au Sénat, M. Trump se félicitait de « *fermer le gouvernement* », répétant plus d'une fois: « *I will shut down the government* ». (« *Je fermerai le gouvernement* »).

*Daniel Ortega.*

*Gustavo Herrera Castillo, également en cavale au Nicaragua.*

D'ailleurs, il n'y a pas que les démocrates à s'opposer à la construction d'une muraille tout le long de la frontière sud avec le Mexique, pour barrer la voie aux réfugiés de l'Amérique centrale fuyant la répression et la violence dans leurs pays d'origine. Le congressiste républicain Tim Ryan qui, jusqu'au 3 janvier préside la Chambre basse, a fait une sortie contre le président Trump le 21 décembre dernier en des termes peu élogieux pour le chef nominal du Parti républicain. « *Je suis pour la sécurité renforcée de la frontière* », devait-il dire, « *mais je ne suis pas en faveur d'une muraille. ... Vous vivez dans le passé* ».

Donc, en tant que président de la Chambre basse sous le contrôle des Républicains depuis l'arrivée du président Trump au pouvoir, M. Ryan sait de quoi il parle. C'est dire que bon nombre de ses collègues sont aussi contre la muraille. En conclusion, M. Ryan devait faire la leçon au président, sans citer son nom. Tel que rapporté la semaine dernière, oyez: « *Vous contrôlez la Chambre basse, le Sénat et la Maison-Blanche. Il est temps de vous ressaisir et d'apprendre à gouverner le pays* ».

En tout cas, d'ici le 3 janvier, la Chambre basse ne sera plus sous le contrôle du président Trump. Vu des défections dans le rang des républicains, comme M. Ryan le laisse percer dans son discours d'adieu, la situation sera on ne peut plus difficile pour le chef d'État.

***Mardi 1er janvier marquera le 115e anniversaire de l'Indépendance d'Haïti. C'est le moment de dire Bon Anniversaire, les vœux les plus sincères . . .**

Y a-t-il une signification spéciale que le président du Nicaragua, Daniel Ortega, soit le premier, de concert avec la vice-présidente Rosario Murillo, à présenter ses vives salutations au peuple haïtien, ceci depuis samedi 29 décembre ?

Selon la note de Managua, la capitale de ce pays de l'Amérique centrale, relayée par le *blog Rezonodwes.com,* les leaders du Nicaragua, qui se veut un pays à tendance gauchiste, affirment que « *le Nicaragua et Haïti partagent une histoire commune de lutte et un engagement profond en faveur de la paix, de la prospérité et du bien-être de nos peuples* ».

On dirait qu'il y a anguille sous roche. Ils disent vrai en mentionnant qu' « *Haïti fut le premier pays de l'Amérique latine et des Caraïbes à se libérer des forces coloniales* » et montrer la voie à suivre aux autres peuples de l'hémisphère occidental. Aussi ajoutent-ils qu'il faut « *continuer le renforcement des relations bilatérales d'amitié et de coopération entre nos [deux] nations* ».

Sans doute, le népotisme pratiqué par le gouvernement nicaraguayen le rapproche des leaders haïtiens. On soulignera que Mme Rosario Murillo n'est autre que l'épouse du président Ortega, une situation vivement critiquée dans l'hémisphère. Leurs enfants ainsi que leurs beaux parents occupent des positions clés dans l'administration, ainsi que dans le monde des affaires.

En effet, le Nicaragua est devenu un lieu de refuge pour les corrupteurs. L'ex-président du Salvador, Mauricio Funes (2009-2014), pour se dérober aux poursuites à son encontre pour enrichissement illicite durant sa présidence, y a trouvé asile. Au mois d'août, les gouvernements de la région ont crié haro sur le baudet quand le gouvernement nicaraguayen accueillait un homme d'affaires guatémaltèque, Gustavo Herrera Castillo, qui était sur le point d'être appréhendé pour sa forte implication dans la drogue.

On soulignera que le bureau du commissaire de gouvernement guatémaltèque, de concert avec les Nations Unies, qui donne son appui à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (sigle espagnol CICIG) conduisaient une investigation sur Herera pour ses liens avec des cartels de la drogue en Colombie, au Guatemala ainsi qu'au Mexique, remontant à 2014. Mais il s'est échappé de justesse pour se réfugier chez Ortega et Murillo.

Et si les liens qui unissent le Nicaragua à Haïti permettaient à un président de chez nous de trouver asile au moment opportun chez un collègue passé maître dans la corruption et devenu, depuis quelque temps, le « *re-*

*Mauricio Funes, ex-président d'El Salvador, en cavale au Nicaragua.*

*celeur de l'hémisphère* » ? Alors, les vœux du président Daniel Ortega et de la vice-présidente Rosario Murillo Ortega auraient une signification toute spéciale. Et le proverbe créole de venir à la rescousse : « *Ou pa konn kibò dlo pase pou rantre nan bwa joumou, osnon nan kokoye !* »

**Pierre Quiroule II**
**2 janvier 2019**

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gave !
WWW.HAITI-OBSERVATEUR CA

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 8




# Queens Village Primary Medical Care

**Doctor on the go!**

*We come to you*

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

*DOCTOR ON THE GO*
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics


# SPORT

WITH THE CREATION OF ITS BASEBALL ACADEMY

## Finally, this Sport, played throughout the hemisphere, is coming to Haiti

*Continued from page 1*

Latin American players have won, and from which they imagine they can in turn benefit when the time comes.

For almost two years now, Dominican coaches, including those who have trained players currently playing in major leagues in the United States, Canada and elsewhere, have been offering their services as volunteers to train young Haitians seeking the opportunity to participate in competitions organized by leagues in the hemisphere. The first batch of Haitian players are mostly, if not exclusively, young people born in the Dominican Republic. Here is the list of the first Haitian team to receive the necessary training to participate in the Caribbean Cup. The 22-team members, who are training, are Yetri Michaël, Junior Rafael, Brayan Himenez, Gerardo Ant. Justo, Joan Gabriel Buten, Domingue de León, Francisco Etime Chanchez, Loragne Désir, and Oliver Emrique Pascar. As well as Francis Gabriel, Yunior Ant. Joseph. Plus José Emmanuel Vargas, José Manuel Flicar, Christopher José Léon, José Miguel Silvain, Yordan Ant. Yague, Gensis Charles. In addition to Edward Daniele Buten, Patrice Santana, Robinson Rosario, Ramón Gabriel Elies and Christhopher Merizy.

### A team of Dominican coaches is volunteering

As volunteers with the International Baseball Academy of Haiti, a team of certified Dominican coaches is working hard to prepare young Haitians for the next Caribbean Cup competition, to be held in March 2019 in Peru.

The five coaches assigned to this task are Carlos Manuel Gonzales Fortuna, José Alfonzo Ortiz (substitute coach) Osvaldo Martinez, Marino Pol José and Daniel Soriano Moreno.

As part of the training program for future Haitian baseball players, candidates from Lamontagne, not far from Jacmel, in the southeast department, are undergoing intensive training to prepare them as instructors. At the same time, in Ouanaminthe, the director of the Collège Univers, Joseph Edgard Dumay, who is also a committed member of the Fédération internationale de baseball d'Haïti, is facilitating the development of the local team, having made his school grounds available to it. Dr. Coffy reported that Mr. Dumay played a decisive role in the evolution of the project. He took the opportunity to express his thanks and gratitude to the people of Ouanaminthe, in general, for the welcome they had given to this initiative and to the Orix Hotel in particular.

Mr. Coffy considered it still useful to address the Federation's recognition to the head of the North-East HNP, Commissioner Mesquet Saint-Fort. The latter, accompanied by police officers under his jurisdiction, was present at the inauguration ceremonies to ensure the safety of the audience, particularly foreigners participating in them.

In addition, Mr. Dumel Joseph, also speaking on behalf of the Federation, believes that he should extend special thanks to Fritzner Dominique, a journalist with National Radio and Television. He welcomed the coverage of the entire event by Mr. Dominique. He expressed his appreciation for the journalist's dedication to the inauguration, especially since another journalist wanted to be paid to provide such a service.

*Agronomist Ronald Beldor making a presentación on the echo system at the inauguracion of the Academy in Ouanaminthe.*

In addition, other candidates have been recruited in Ouanaminthe and the regions close to this city, with the aim of making them players capable of participating in international competitions.

Whether in Lamontagne (Jacmel) or Ouanaminthe, before recruiting young people to participate in training, they must undergo a complete physical examination under the supervision of highly qualified Haitian doctors.

Dr. Steve Lebrun chairs the International Baseball Federation of Haiti. The Steering Committee is composed of Julio Soto, Jacques Guillaume, Claude Barosy, Nadège Jeacard, Edwing Janvier, Wesfly Pierre, Fernando Gonzales, and Frantz Colin. Emmanuel Coffy, Carlos Hernàndez, Dumel Joseph, Lamarre Hubert Smith and Jean-Marie Colin.

According to Emmanuel Coffy, the Federation will organize an international meeting to which it will invite leaders of baseball clubs and journalists from all over the world, especially where they play this sport. At the first international meeting, the President of the Dominican Baseball Federation, Hector (Tito) Pereyra, warmly welcomed the organization.

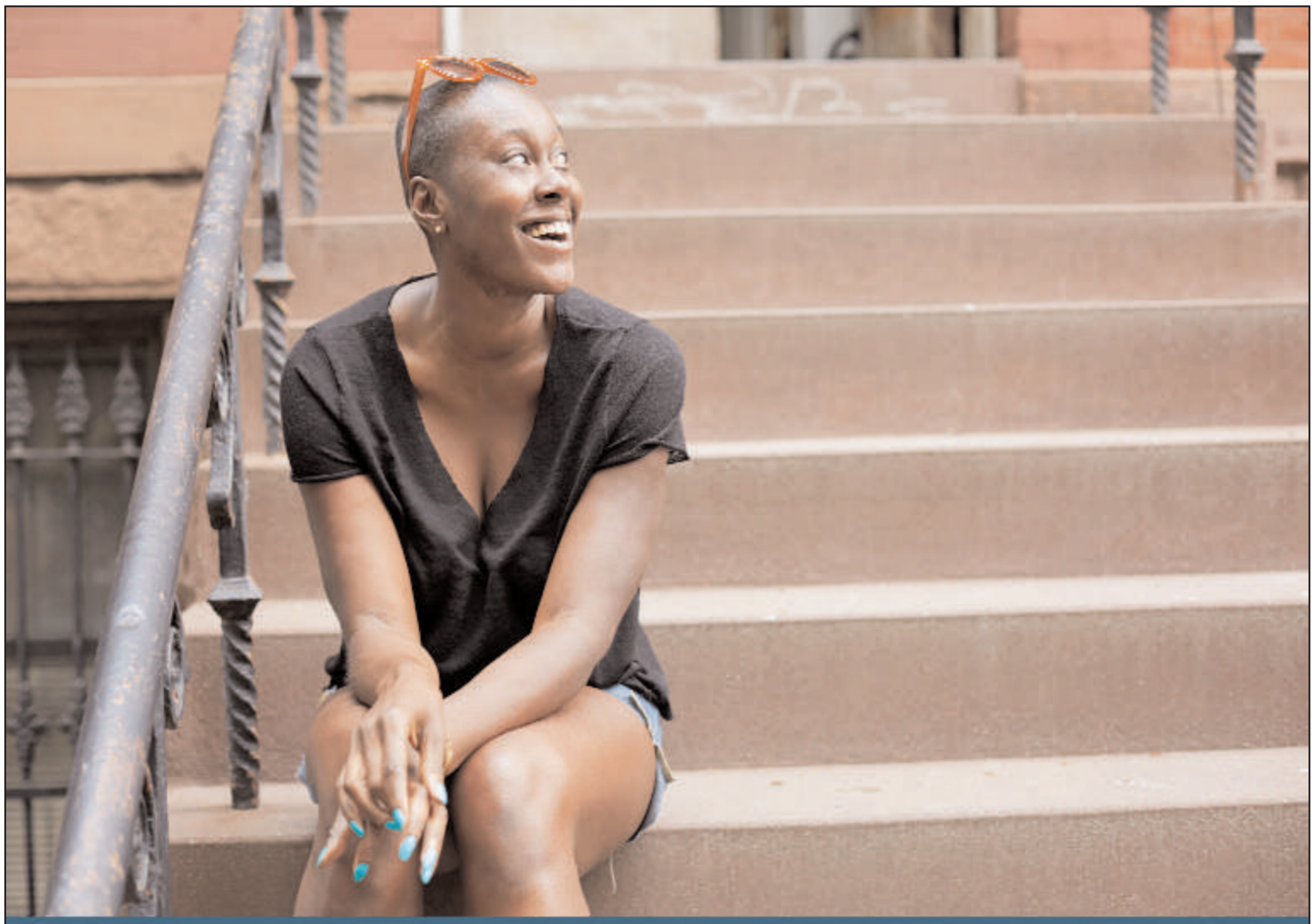
### The International Baseball Federation of Haiti, a hope for disadvantaged young Haitians

The vast majority of the 18 members of the Haitian team, who are actively training to participate in the Caribbean tournament, were born in the Dominican Republic, but were expelled from that country as part of the Dominican leaders' exclusively discriminatory policy towards Haitians born to Haitian fathers and mothers in Dominican soil. The initiative of the creators of the Fédération internationale de base-ball d'Haïti consists in supporting young

*Continued to page 16*

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 9



OU MERITE
SWEN SANTE
KI PA CHÈ

Jwenn bon plan sante ak asistans finansye
ou bezwen jodi a!

ENSKRI NAN DAT 15 DESANM POU PITA
POU KOUVÈTI 1E JANVYE A

Rele: 1-855-355-5777

Vizite: nystateofhealth.ny.gov

Asistans an pèsòn disponib nan lang ou

nystateofhealth
The Official Health Plan Marketplace

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 10



ÉDITORIAL

# Arrêtons les détournements de fonds public, le recouvrement est à l'ordre du jour

Depuis le lancement du mouvement PetroCaribe Challenge, quasiment toutes les revendications sont dirigées vers la récupération des USD 3,8 milliards $ du fonds PetroCaribe dilapidés, détournés ou volés purement et simplement. Pourtant cette somme colossale, qui aurait pu aider à mettre Haïti sur les rails du développement durable et à financer la construction d'infrastructures routières, scolaires, sanitaires et d'hôpitaux, en sus d'autres projets, rivalise avec le pillage perpétré au détriment d'autres secteurs de l'administration publique. Dès lors, les demandes de reddition de compte doivent se faire avec acharnement, détermination et surtout sans trêve. Le peuple haïtien doit cesser de souffrir que ces dirigeants traînent la savate ici et là à la recherche de financement pour des projets annoncés et lancés avant que soit trouvé le premier million destiné à leur paiement.

On n'aura jamais insisté suffisamment sur les déprédations des ressources publiques des présidents post-Duvalier et de leurs proches collaborateurs ayant acculé à la paupérisation les couches vulnérables de la société. C'est donc au système de vol systématiquement organisé au détriment de la caisse publique perpétré par les équipes, qui se sont succédées au pouvoir, ces dernières 27 années, qu'il faut imputer le marasme économique et la descente en chute libre de la production nationale, entraînant la dépréciation de la monnaie nationale au niveau où il se trouve aujourd'hui, soit 80 gourdes pour un dollar U.S. Incontestablement, les crises socioéconomiques à rebondissements qui ont marqué la vie nationale, durant près de trois décennies, et qui continuent d'avoir ses effets démoralisants sur les différentes couches nationales, découlent de la mauvaise gouvernance. Mais elles sont liées au pillage des caisses de l'État par ceux-là même qui avaient juré de veiller à leur bonne gestion.

À entendre les scandales qui éclatent au rythme de deux à quatre par semaine, ces derniers temps, on a l'impression que les bandits de la République se sont donné rendez-vous au sein de l'administration publique. De la famille présidentielle aux thuriféraires du PHTK, en passant par des parlementaires prédateurs et ministres, directeurs généraux et autres cadres de l'État avides de millions venus pour faire fortune, le pays se retrouve à la merci des criminels. Les différentes transactions menées en catimini, tant au niveau des ministères que des institutions étatiques, exposent clairement l'œuvre de pillage que mène le Palais national, en complicité avec ses alliés au Parlement et les acteurs gouvernementaux ayant juré pleine et entière obéissance à l'exécution du projet de la famille présidentielle consistant à piller Haïti.

Nous faisons face à ces pillards et paillards, qui ont eu recours à tous les moyens déloyaux pour escamoter le pouvoir, afin de lancer l'opération « *détournements des ressources publiques* » dont les manifestations se multiplient constamment. Quand on fait le bilan des opérations de pots de vin et de juteuses commissions menées au profit de la famille présidentielle, ou encore l'octroi, en veux-tu en voilà, de prêts accordés aux proches de la présidence, on se rend compte que l'affaire PetroCaribe, qui domine l'actualité presque en permanence, n'est que jeu d'enfants. Car le brassage de millions auquel se livrent la présidence et ses alliés politiques mettent ces acteurs au centre d'activités roulant sur plus de USD 4 milliards.

Des sources proches de la présidence, outragées par les exploitations personnelles des maigres ressources de l'État, disent sentir leur «*patriotisme profané* » par le détournement, sans ménagement ni retenue, de centaines de millions de dollars U.S. à des fins pour lesquels ils n'étaient pas destinés. Comme, par exemple, les ponctions faites sur le budget afin de financer les projets de la « Caravane du changement », ou pour effectuer des acquisitions non prévues. A ce titre, les informateurs font croire que la présidence met les bouchées double, ou même triple, dans le cadre de sa politique consistant de prendre à Pierre pour donner à Paul.

Cette forme de gestion de la chose publique met Jovenel Moïse et son équipe au même rang que de vulgaires boutiquiers dont les compétences administratives sont très limitées. Pourtant, par ces moyens, ils privent les ministères d'une partie des ressources mises à leur disposition par le vote du budget. Il y a de quoi diligenter un audit séparé de chaque département ministériel, afin d'évaluer l'usage qui a été fait des fonds alloués à ces entités. Cela vaut autant pour les ministères que pour le fonds PetroCaribe. Car, d'abord, sous le régime de Sweet Micky, et maintenant sous celui de Jovenel Moïse, des dizaines de millions de dollars ont été investis dans des projets autres que ceux stipulés dans le budget.

Par ailleurs, depuis que le fonds PetroCaribe a été mis hors service par le Vénézuéla, pourvoyeurs de produits pétroliers à des taux préférentiels, la présidence haïtienne, pour le moment Jovenel Moïse et ses alliés politiques, se sont donné d'autres moyens pour trouver des millions. D'où l'éclatement du scandale de l'Office national d'assurance vieillesse (ONA) dénonçant l'octroi de prêts léonins aux bailleurs de fonds du candidat Jovenel Moïse, à des sénateurs et députés supporteurs de sa politique, à des ministres triés sur le volet, à des membres influents du PHTK; et même à la première dame de la République, Martine Moïse. Donnés à la cloche de bois, de tels prêts coûtent des centaines de milliards de gourdes au fonds de l'ONA.

Si certains prêteurs, notamment ceux du monde des affaires, effectuent le remboursement des prêts obtenus par des échéances versées régulièrement, d'autres, surtout les proches du pouvoir, ne s'empressent pas de s'acquitter de leurs dettes. Il ne serait pas surprenant que les parlementaires débiteurs s'élèvent un jour pour proposer la promulgation d'une loi portant sur le pardon de leurs dettes aux « *serviteurs du peuple qui méritent de la patrie* ». Une telle initiative s'inscrirait bien dans la logique de déprédation qui anime les actes et décisions du Parlement haïtien se jetant à bras raccourcis sur les ressources du pays, s'octroyant, avec la présidence, la part du lion du budget 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019; et n'offrant qu'une pitance aux soins médicaux et à d'autres secteurs qui concernent le peuple haïtien.

Aucune trêve dans la mobilisation pour exiger la reddition des comptes liés au fonds PetroCaribe et au procès des dilapidateurs des USD 3,8 milliards $ générés par la vente des produits pétroliers vénézuélien sur le marché haïtien. Il est aussi important de demander que lumière soit faite sur les prêts octroyés par l'ONA. Ainsi que par rapport aux ressources détournées des ministères et d'autres institutions de l'Etat laissés bancals par les amputations dont ils sont l'objet, les laissant dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs missions auprès des citoyens.

Il est certain que la demande de trêve, à l'occasion des fêtes de fin d'année, équivaut à un répit aux voleurs des USD 3,8 milliards $ et à Jovenel Moïse, en sus de ses alliés politiques s'agglutinant autour du projet destiné à faire échec à PetroCaribe Challenge. Ce qui a pour objectif le desserrement de l'étau autour de la présidence. Mais la lutte contre les voleurs doit continuer; de même que celle contre les détournements de fonds publics, augmentant d'intensité, jusqu'à ce que soient atteints les objectifs visés : le procès des voleurs, toutes catégories confondues et la restitution des fonds détournés.

HAITI OBSERVATEUR
Le monde pour pays le pays

*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY*
*11435-6235Tél.*
*(718) 812-2820*

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti Cik Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleran
13 K Avenue Feldmeibe, 81 Rt Appt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avances par chèques ou mandat bancaire

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 11



EDITORIAL

# Stop the embezzlement, the Recovery of stolen funds is on the agenda

Since the launch of the PetroCaribe Challenge movement, virtually all claims have been directed toward recovering the $ 3.8 billion of the PetroCaribe Fund that has been dilapidated, diverted or stolen outright. Based on calculations, this huge sum could have helped in putting Haiti on track for sustainable development. There would have been more than enough to finance various projects, such as construction of roads, schools, sanitary and hospital infrastructures.

As if rivaling the PetroCaribe heist, there's also looting in other sectors of the administration. Therefore, demand for accountability must be pressed at all times until the culprits are brought to heel. The suffering of the Haitian people must cease. The so-called leaders of the people must stop the game of launching projects to enable themselves to grab the first million entitled for the job. It's time for accountability. It's time for the people to stop suffering on account of those whose expertise is embezzlement.

The post-Duvalier presidents and their collaborators, with about two or three exceptions, are defined by depredations of public resources, thus driving the most vulnerable of the society into poverty. That hasn't been sufficiently emphasized. In the past 27 years, they have organized a system whereby thievery has become a second nature to them —to the detriment of the Public Treasury. Eventually, that has led to an economic slump, with national production in free fall, to the point of affecting the local currency, systematically devalued. That's the only explanation for the gourde reaching the level of 80 for one U.S. dollar. Forget the days when it was five to a dollar! Undeniably, bad governance is at the root of the socio-economic crises that have marked national life during nearly three decades. This situation, which still continues, has had demoralizing effects on different layers of the nation. How to imagine that those who had vowed to ensure good management of State affairs are the same who are linked to the plundering of State coffers!

Lately, we've reached the bottom. Financial scandals break out at the rate of two to four a week. Apparently, the bandits running the Republic try to undo each other in manipulating public administration to their personal advantage. That goes for the presidential family, the "Bald-Headed" fanatics, the predatory parliamentarians and ministers, general managers and other executives eager to become millionaires! In the process, the country finds itself at the mercy of criminals. The various covert transactions carried out at the level of the ministries and other government institutions show complicity. Obviously, the National Palace is in cahoots with allies in Parliament and in other government agencies who seem to have sworn full allegiance in executing a plan to plunder Haiti for their own benefit.

We are faced with bawdy looters who have resorted to disloyal means to assume power so as to launch the operation "Misappropriation of Public Resources." As it is, that operation is definitely on the increase. Taking stock of the bribery and the under-the-table juicy commissions extorted by the presidential family, or the granting of loans liberally by ONA, the equivalent of Social Security, to the next of kin of the presidency, one realizes that the prevalent PetroCaribe affair is just child's play. After all, the president has ordered that loans worth about $4 billion be made to his allies, including his wife.

Sources close to the presidency are outraged by what's going on with meager State holdings being in possession of private entities. They feel as if their "patriotism is desecrated" when observing the misappropriation of millions of U.S. dollars. Take, for example, the president grabbing millions from the budget of certain entities, including various ministries, to finance his projects of the so-called "Caravan of Change," or to make unplanned acquisitions. As such, the informants believe that the presidency has doubled, even tripled its action of taking from Peter to give to Paul.

That kind of management of public affairs puts Jovenel Moïse and his team in the rank of ordinary shopkeepers with limited administrative skills. Nonetheless, the ministries are thus deprived of resources made available to them in the regular budget. In that sense, to evaluate the use made of funds allocated to those entities, there should be a separate and independent audit of each ministerial department. This must be applied both in regard to the departments and the PetroCaribe Fund. Unquestionably, under Sweet Micky's regime and now under that of Jovenel Moise, tens of millions of dollars have been invested in projects other than those stipulated in the budget.

Moreover, there's a new reality since cash-strapped Venezuela stopped supplying petroleum products under the same preferential rates as under the old PetroCaribe accord. In that light, Jovenel Moïse and his political allies have given themselves other ways to find the millions, yea billions, that previous governments depended on. Hence, the outbreak of the scandal at the National Old Age Insurance (ONA), which is denounced for granting hefty loans to those who funded the presidential candidacy of Mr. Moïse, to legislators and other supporters of the president's policy. Benefitting also are some Cabinet ministers and influential members of the ruling PHTK regime, without forgetting First Lady Martine Etienne Moïse. All of these loans, in hundreds of billions of gourdes from the ONA Fund, have been carried out in total opacity.

While some lenders, including those in the business community, repay their loans in regular installments, others, especially those close to the government, don't rush to pay their debts. It won't be any surprise if those debtors in the Legislature were to promulgate a law to forgive the debts of those "servants of the people who are deserving of their country." Such initiative would go well with the predators in the Haitian Parliament. After all, haven't they, all of 148, granted themselves and the Executive branch the lion's share of the past three budgets: 2016-2017, 2017-2018 and 2018-2019? Meanwhile, they offered a pittance for medical care, for schooling and other sectors of society in a population of 11 million!

Understandably, there must be no truce in the mobilization to demand accountability for the PetroCaribe Fund, with a trial of those who embezzled the $3.8 billion generated from the sale of Venezuelan petroleum products in Haiti! Based on new light shed on the ONA loans, the mobilization should also be about the diverted resources of certain ministries and other government institutions! For, the wholesale thievery has left those entities in the impossible position of fulfilling their missions to the citizenry.

Certainly, the holiday truce promoted by the authorities is like a respite from the people who are demanding accountability for the $3.8 billion robbed by the allies of President Moïse who is trying by all means to defeat the PetroCaribe Challenge movement. It is all aimed at lessening the pressure on the presidency. However, the fight must continue against the alleged thieves of the PetroCaribe Fund, as well as against those embezzlers of public funds. Therefore, intensity of the fight is in order, until the objectives of the people are reached: The trial of those, all categories combined, who are responsible for the theft and the return of the misappropriated funds.

**HAITI OBSERVATEUR** *Lè manke gid, pèp la gaye*

*Haïti-Observateur*
*P.O. Box 356237*
*Briarwood, NY 11435-6235*
*Tél. (718) 812-2820*

**SUBSCRIPTION FORM**
**BULLETIN DE SOUSCRIPTION**

**Haïti**
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

**CANADA**
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

**EUROPE, AFRIQUE ET ASIE**
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

**ÉTAT-UNIS**
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

**AFRIQUE ET ASIE**
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

**CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE**
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

**EUROPE**
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 12



# Kreyòl

*Suite de la page 6*

tonbe. Depi jou sa a gen mounn ki di Mesye Jozèf boule ak Ti Nikola menm jan li te fè sa ak papa l epi granpè l. Se sa menm. Mesye Jozèf di si se dènye batay pou l fè anvan l al nan peyi san chapo, l ap bay sa zewo fòt.

Nan dat **25 jen**, jeneral Anri Nanfi (Henri Namphy) mouri an Repiblik dominikèn kote li t al chache refij an 1988 apre menm lame li t ap dirije a te ba l youn kou Deta. Lè sa a se non sèjan Jozèf Ebre (Joseph Hébreux) yo te met devan, men se jeneral Pwospè Avril (Prosper Avril) ki te benefisye. Donk pawòl la te pale. Yo di se youn jeneral ki ranje pou bay youn lòt jeneral kou Deta. Antouka, menm kadav li Anri Nanfi te di, anvan l mouri, pa pou rantre ann Ayiti. Li antere lòt bò fwontyè a.

Pou n fini ak **mwa jen** an se lè sa a eskandal la te pete sou kesyon anplwaye Leta nan Konsila yo e nan seksyon paspò a nan anbasad Wachintonn non, ki gen plis pase 4 mwa yo pa touche. Gouvènman an te parèt lèd anpil, paske se pa milye e menm milyon yo depanse lè yo pral aletranje ak gwo delegasyon. Epi pòv malere yo k ap fè lajan rantre nan kès Leta avèk lajan paspò pa ka touche. Pawòl la te gaye nan premye paj *Miyami Eral (Miami Herald)* tou, ki te montre mechanste otorite Ayiti yo. Sa te twòp pou yo, yo te kouri fè youn peyman jan sa dwa. Men pi devan y ap rekòmanse menm jan kòm oparavan. Se zo bouke chen!

Epi men mwa **jiyè** pèse sou nou. Nou konnen sa k te pase 6, 7 ak 8 jiyè, lè Ayisyen te di se swa jamè, pa gen kras pri gazolin, dizèl ak kerozin ki pral monte. Yo fè gouvènman an fè bak 100 kilomèt alè. Men sa mande youn ti esplikasyon ke m pa ka bay la a, paske espas mwen bout. M ap oblije retounen sou sa semèn pwochèn nan ak detay sou kijan gouvènman Premye minis Jak Gi Lafontan (Jack Guy Lafontan) tonbe. M ap rete la !

**Grenn Pwonmennen**
**2 janvye 2019**

Créole Plate Inc.

**Take Out & Catering**

We serve
a
delightful array of dishes for
**Breakfast, Lunch and Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT
AT
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. & 234th St.) Phone: **718-341-8566**

# OBITUARY

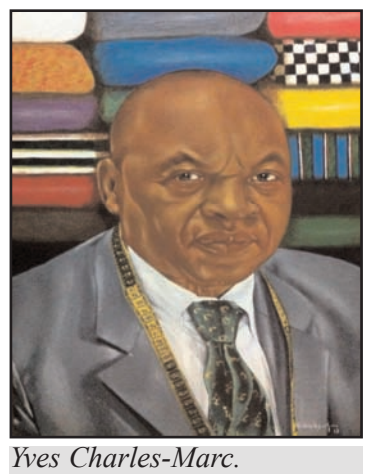
## Yvon Charles-Marc passed away

We announce with much regret the passing of Yvon Charles-Marc who died of a heart attack December 16, in Brooklyn, N.Y., at the age of 74.

Born in Croix des Bouquets, Haiti, November 1st, 1944, he was the first son of Daniel Charles-Marc with Josephine Bonny, a cousin of the mother of the Joseph Brothers of the *Haiti-Observateur*, the late Julienne Bonny-Joseph.

A professional tailor in Haiti, he was also a customs officer until he immigrated to the United States in 1983. Drawn to Brooklyn, he soon established his Bonny Taylor Shop at Flatbush and Farragut. In these days when manufacturing of clothing is monopolized by big business, Yvon had a large clientele, a testimonial to his expertise with a sewing machine and a needle. Men came from adjoining states and elsewhere to have an "Yvon Charles-Marc" suit.

For the sad occasion relatives came from other states, Haiti and Canada, to show their solidarity. At the wake Friday night (Dec. 28) at the Caribe Funeral Home in Brooklyn, there wasn't enough space to accommodate family, friends and acquaintances in a room that accommodates more than 100. The foyer of the Caribe was abuzz with the crowd overflow. For the final goodbye on



*Yves Charles-Marc.*

Saturday, at 9:00 am, the St. Jerome Catholic Church (Nostrand and Newkirk), was again full, with the crowd spilling outside.

Yvon Charles-Marc is survived by eight (8) children from three mothers and 20 grandchildren. To his former wives who survived him, Jeannette Léger, Clarida Pierre and Enidre Léandre, we present our condolences. And, also to his sister Bonita and brothers Charlemagne and Frantz. To the children, all Charles-Marc: Yves, Jackson, Nadège, Daniel, Voltaire, Nympha, Barbara and Josephine, as well as to the grandchildren, we say condolences and also to his aunt Marie Rose Bonny and uncle Milord Bonny and to his many cousins, especially Jean Denis Bonny and Marie Rose Andrée Bonny Bien-Aimé, the latter coming from Haiti to represent her mother and uncle, unable to travel.

We, at *Haiti-Observateur*, renew our sympathy to all the other cousins and the following families: Charles-Marc, Bonny, Dorléan, Dorsainville, Joseph, Léger, Léandre, Peltro, Pierre and other friends and acquaintances affected by the loss of a husband, father, grandfather, cousin and friend. May he rest in peace!

**SI OU TE TANDE PALE SOU PWOPOZISYON POU "CHAJ PIBLIK" ADMINISTRASYON PREZIDAN TRUMP LA EPI OU GEN KESYON, JWENN ENFÒMASYON YO NAN BON TI MAMIT.**

- Pwopozisyon gouvènman federal la pa final, epi li pa an plas.
- Pa gen okenn règ konsènan asistans piblik (tankou SNAP; Cash Assistance, Medicaid, oswa lòt kalite asistans) ki te chanje.
- Pwopozisyon sa a pa konsène anpil imigran, tankou refijye, moun ki gen azil, ak moun ki gen kat rezidans k ap aplike pou sitwayènte, pami lòt.

Minisipalite Vil New York la ap kontinye bay asistans piblik pou tout moun ki kalifye epi l ap kontinye bay swen sante pou tout rezidan New York ki bezwen li nan lopital leta nou yo an sant sante kominotè **NYC Health + Hospitals** ap jere yo.

**Liy Dirèk New Americans**

Ale sou sitwèb nyc.gov/publiccharge oswa rele Liy Dirèk New Americans, y ap jere nan Catholic Charities, nan nimewo 1-800-566-7636 ant 9 A.M. ak 6 P.M., depi lendi jiska vandredi, pou jwenn plis enfòmasyon konsènan chaj piblik la.

1-800-566-7636

nyc.gov/publiccharge

**Liy Dirèk ActionNYC**

Si ou gen kesyon sou sitiyasyon pa ou, gen èd jiridik disponib gratis nan Vil New York.

Pou pran yon randevou pou èd jiridik gratis ak san danje, rele Liy Dirèk ActionNYC la nan.

1-800-354-0365

NYC Department of Social Services | Mayor's Office of Immigrant Affairs | NYC Health + Hospitals

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 13



# HAPPENINGS !

*From page 1*

*1584355/250-1022-1584363."* Moreover, *"funds will be received in person at Radio Kiskeya, 42 Villemenay Street, Bois Verna, in Port-au-Prince."*

At a meeting that day, a *"Formal Committee was set up, as follows: Magalie Comeau-Denis, coordinator; Edouard Paultre, assistant coordinator; Antoine Augustin, spokesperson; Ted Saint-Dic, spokesperson; Vikens Dérilus, spokesperson; Dominique Frank-Simon, delegate accounting for the funds; Carol Pierre-Paul Jacob, delegate accounting for the funds; Rachèle Magloire and Jessie Benoit, members."*

For contact, email: **comitesolidaritekiskeya@gmail.com; Twitter: @CKiskeya; Facebook: @ComiteSolidariteKiskeya. Telephones: 509-4440-3670; 509-4343-2901.**

As previously reported, the fire on the evening of December 21 started in an adjoining house and spread quickly to the Gingerbread structure which serves as headquarters for the station which also has its studios in the building. As reported last week, co-owner of *Radio Kiskeya* with ace journalist Marvel Dandin, Liliane Pierre-Paul told *Miami Herald* journalist Jacqueline Charles: *"Everything happened right before my eyes. I powerlessly witnessed the destruction of a lifetime's worth of work, all of it lost."*

To be noted, the main firefighting unit in Port-au-Prince is about 10 minutes away from the Villemenay address where the station is located. They didn't respond to several calls of desperation. Another firefighting unit in Delmas, about 30 minutes from the station, arrived two hours later to observe the charred remains of the building. One firefighter said they went to the wrong address, said Ms. Pierre-Paul. Reacting to the inability or the unwillingness of the firefighters to come to their rescue, Ms. Pierre-Paul said: *"There is no State in Haiti."*

Interestingly, the building housing *Radio Kiskeya* was sold to them years ago by notary public Jean-Henry Céant, who is currently Prime Minister. He came to the station that Friday evening to show support for Ms. Pierre-Paul and Marvel Dandin. He even offered government help to rebuild the station, an offer politely rejected by Ms. Pierre-Paul. According to Mr. Dandin, President Jovenel Moïse had called late Friday evening to present his sympathy and on

*Marvel Dandin.*

December 27, he paid a courtesy visit to the station.

In a spirit of solidarity, the influential, *Radio-TeleCaraïbesFM* provided Liliane Pierre-Paul and Marvel Dandin two major spots in their programming to continue, until further notice, their popular presentations of *"4 PM News with Liliane"* and *"Di m Ma di w" ("Tell me and I'll tell you")* with Mr. Dandin. Messages of solidarity have come from all quarters, including from associations of newspapers and of journalists in Haiti. *"It's an overwhelming response,"* Ms. Pierre-Paul said, in answer to a question. That's why the formal committee was set up.

The fire that destroyed *Radio Kiskeya* is considered to be arson by most people. They point out the daily critical stance of Liliane Pierre-Paul and Marvel Dandin, the star journalists of *Radio Kiskeya,* toward the government, especially in the "La Saline massacre" of November 13. That dastardly act has been dubbed *"a State crime"* by the human rights organization "*Réseau national des droits humains* (French acronym RNDDH)."

On the evening of the fire, Gary Bodeau, president of the Lower House of Parliament, called for a thorough investigation. It's doubtful, however, that this will be done. Consider the so-called investigation in the disappearance, last March, of photographer-journalist Vladjimir Legagneur which has remained just that. No answers have been provided. That journalist never returned home from a reportage of gang activities he was doing at the "Gran Ravin" shantytown south of Port-au-Prince center city. Meanwhile, it's been learned that some Haitian authorities in the Executive branch, as well as in Parliament, have allies among some of the gangs.

## Free concerts of Tabou Combo & Sweet Micky denounced

Trending on social media is the denunciation, written in Creole by Dr. Jean Hénold Buteau, about two free concerts by the famed Tabou Combo musical group in collaboration with Sweet Micky, at the Boyer Plaza in Pétion-Ville and at the sprawling Champs de Mars Park near the Palace in Port-au-Prince. Indeed, the organizers, *"Les Productions Bellevue and Pran Plezi Production"* have announced a concert for Sunday, December 30, at the Boyer Plaza, *"from 8:00 pm till X time in the morning."* Then on Tuesday, January 1st it will be at the Champs de Mars, also *"from 8:00 pm till X time in the morning."*

At the outset, Dr. Buteau says, *"It is with great sadness that we've learned about plans for two public concerts, one at the Boyer Plaza and the other on the Champs de Mars, both with the Sweet Mickey and Tabou Combo musical groups."* And he goes on about the atmosphere in Haiti at this time: *"Despite all the problems we face, despite a joyless festive season, we know it is the right of all to look for pleasure, to enjoy themselves somewhat. Especially when it's for free!"*

Then he calls on Tabou Combo asking the group not to lose its prestige gained over 50 years in just two evening performances. *"Even if the Tabou Combo musicians don't live in Haiti, they need no explanation about what has happened in the country in the past seven years. They should know that several billions of U.S. dollars have disappeared into the pockets of the Martelly family and those of their friends. They should know that the current conversation all over Haiti is* ***'WHERE IS THE PETROCARIBE MONEY?'"***

He extolls Tabou Combo for having honored Haiti's name in several prestigious settings and nightclubs, whether in Haiti, New York or in Paris at the Zenith. They should know, however, that *"the Petro Caribe money would have changed life for many Haitians."* And he calls on four stars of the group – *Fanfan Tibòt, Shoubou, Kapi and Herman,* —asking them to *"visit the General Hospital in Port-au-Prince, speak to school teachers, visit the 25 stadiums they pretend to have built. Then, you will understand why you can't play in the company of Sweet Micky. For,*

*After 50 years making music Tabou Combo prestige is being tarnished my mixing with Sweet Mickey.*

*with Haitian blood flowing in your veins, you will say with all of us,* ***'WHERE IS THE PETROCARIBE MONEY?'"***

He appeals to the Tabou Combo players not to hide behind the slogan, *"It's only music, we aren't involved in politics,"* by nailing them with the following statement: *"Unfortunately, Sweet Micky isn't a simple jazz man. We're dealing with a man who was Chief of State when 3.8 billion in U.S dollars disappeared in his pockets, in those of his family and friends."*

Then, addressing the young women and young men who will take the opportunity to enjoy themselves, he says: *"You should understand that this government and their allies are offering you only a little pleasure, through music and quick enjoyment during this festive period. However, once the feast is over, the misery will be that much bitter,"* finishing with the Creole proverb: *"Apre dans tanbou lou." ("After the dance the drums are heavy.")*

In conclusion, he throws out this plea which is also a challenge: *"I am asking you in Port-au-Prince to get out on the streets together with those in Petionville! Yes, go hear Tabou Combo, go ask Tabou Combo to cry out with all the people! Go ask Tabou Combo to yell with us as Haitians,* ***"WHERE IS THE PETROCARIBE MONEY?"*** Need we say more? **Go Haitians!**

***We recommend an Opinion piece in the New York Times, last December 26, entitled: Is Haiti Awakening to Change?** The writer, Jake Johnson, explains the evolution of the Petro-Challenge "**KOT KÒB PETROCARIBE?**" a, from its inception, August 14, in the living room in Montreal of Gilbert Mirambeau Jr., a film maker and writer, to the small demonstrations until the movement reached the proportions of October 17 and November 18.

Will the movement fizzle out? The PetroChallengers have found new methods to keep the movement alive. We would note that recently, the Petrochallengers organized a 48-hour sit-in, including all night, in front of the office of *La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (French acronym CSC/CA), in Port-au-Prince, to keep the issue alive. CSC/CA is the official government office of auditors who previously announced that they will present in January (this month) their report, after dissecting the 656-page report of the Senate investigation on the heist of the PetroCaribe Fund.

**RAJ, January 2nd, 2019**

PROPRI T , VENDRE
, PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

**Frantz**
**Photo & Video Studio**
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & President)
FrantzStudio.com
Over 35 Years of servicing the community!
Satisfaction Guaranteed

**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**

**APARTEMENT À LOUER/**
**APPARTMENT FOR RENT**
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable. Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

**BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI**

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
**Contact:**
**<info@thelodgeinhaiti.com>**
**509-3458-5968 or 509-3458-105**

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 14



# DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

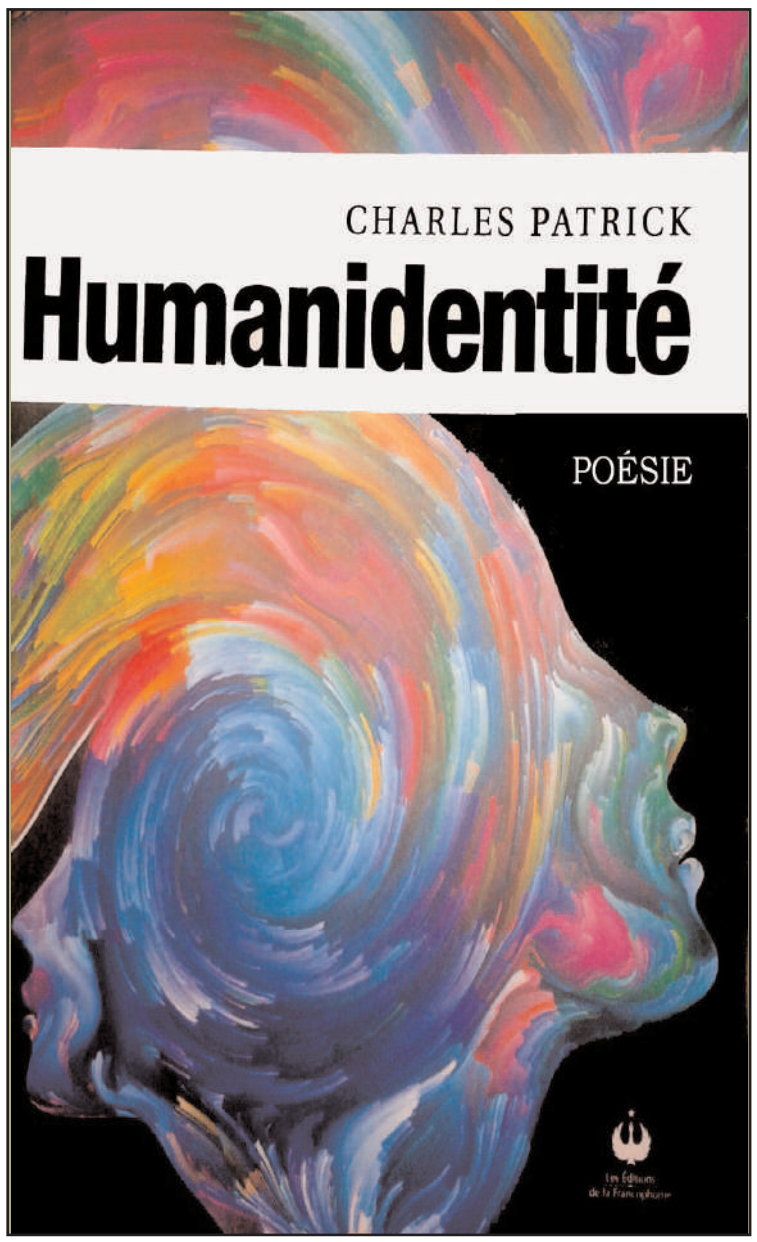
# Humanidentité

**Par Dan Albertini**

*Un recueil de Patrick Charles sous le couvert des Éditions de la Francophonie rachetées du Nouveau-Brunswick. La poésie étant le moyen de culture dans une vie qui lui échappe.*

## Identité

Le poète haïtien refait le monde, qui l'ignore aujourd'hui, même s'il a le mal qui règne dans le




cœur du téméraire, et souffre d'une douleur profonde insoumise. Alors, se l'avouer si ce n'est de la poésie afin de se le dire : *j'écrivais*. Que de conditions, que de postulats dixit Patrick Charles lui-même, dans ce recueil ; ce sont des pleurs *sans mouchoir* confondus avec la rage sourde devenue muette quand on n'est pas romancier. *L'affaire n'est pas fictive en fait*.

Humanidentité est ce genre, sans emprunt à Joël Des Rosiers ni à Frankétienne, qui fait de la phrase haïtienne une existence, de cette existence une vie, de cette vie un homme en général, et de cet homme-là une machine à penser. Celle-ci doit rester en Haïti dans son irrationalité afin de créer la vie au quotidien sinon c'est l'exil, et l'homme rationnel s'impose. Attention, si je dis créer la vie c'est la réalité fatale qui part de la dernière guerre de cette gestation qui a généré un état, une citoyenneté à nulle autre pareille. C'est d'ailleurs un drame en politique, car le binaire rend marron par le fait du refuge chevauché où l'on perçoit chez le penseur exo, que l'Haïtien est irrationnel. Mais on oublie le plus souvent de dire *par rapport à*; ainsi Patrick Charles dans **Humanidentité** se livre-t-il dans une forme de '*métaspora*`, pour valider cette littérature créole où l'on crée, où l'on est de la néologie *violacée en boucle*.

Qui est alors cet être tant ignoré, quand il se dit dans '*mon corps : assassin de mon âme'* ?

## Humain

*Je soupçonne Patrick Charles sous deux aspects distincts et différents dans ce recueil. Il y a l'homme encore ensommeillé de cette société rationnelle qui brise une glace. Il y a par contre le retour du balancier qui s'attache à son terroir imaginaire, sa patrie intime (des Rosiers).*

## Humanidentité

*L'homme dans le train* vient me chercher sans détour. Un homme dans un train, une station une évasion une solitude. Je me revois carrément février 1980, dans le métro de San Lazaro à Mexico DF. C'était ma première en dehors de la folle course dans les métros de NYC, dans le cinéma. C'est encore moi dans le métro de Montréal vers 1984 où je débarque précisément à Snowdon, mais dans le but ultime de me perdre afin de me retrouver, et poursuivre mon chemin de l'apprentissage de la ville. J'avais un point de chute, ma fiancée, donc, espoir. Dans ce texte Patrick Charles me force de préférence à Barranquilla Colombie, où j'étais perdu, été 1979. Il ne ménage cependant pas quand il rentre dans une vie privée qui va dans la pensée du lecteur, ressembler à la sienne. Je fais le pari que la critique risque de l'interroger ici-là abondamment. Je préfère taire ce spasme, vous laisser le retrouver tout seul. Troisième texte symptomatique, *la dispute*, sans retenir du contenu, un titre évocateur. Je ne lui vole pas son recueil, mais son travail par sa simplicité qui refuse le format de la pensée de la tragédie française en littérature colonialiste nous propose un écrivain ordinaire qui nous ressemble.

## Facture

Valeur en douanes ou essai ? Il faudra attendre le prochain, car je crois que la glace est brisée. Grand amant de l'écriture, grand adepte de la formation continue, grand timide aussi et par définition tout timide est sa violence cachée autrement retenue, il y a lieu de dire que Patrick I sera d'une violence *psalmique* qui rejette et conserve Dieu dans un tourbillon qui ressemblera à de la volupté qui ne nous appartient. Cela créera Patrick II. On risque d'être surpris !

DE BROSSE& STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.
We specialize in House Cleaning.
No job is too big.
Call (347) 666-1965
Mirlène Cornet, Owner
Email: mirlenecornet@gmail.com

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor
Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 15



# CHRONIQUE DES INVITÉS/GUEST COLLUMN

## LES HAÏTIENS SONT-ILS PROFONDÉMENT RACISTES?

*Continued from page 4*

mulatos, y que la "VERDADERA BANDERA" haitiana debe ser negra y roja, es decir, representar el tono de piel de la gran mayoría de los miembros de la nación.

(2) La segunda razón es que algunos haitianos se refieren a los de sus compatriotas cuyo color de piel es más claro que el suyo como "COLOR DE CACA".

¿Esta obsesión por el color de la piel oculta un racismo profundamente arraigado? SÍ o NO? Hago la pregunta, lo que implica que aún no he encontrado la respuesta. Mientras tanto, admito que estoy empezando a entender a los que confiesan esto: "¡Mi patria es donde me siento bien! »

### SONT-ILS VICTIMES OU COUPABLES ?

Eh bien, parmi les gentils Blancs qui ont quitté l'Europe pour venir dans le Nouveau continent, plusieurs — surtout les pèlerins — étaient de fervents chrétiens porteurs de la Bible qui voulaient émigrer en Amérique... sans visa, bien sûr. Une fois arrivés sur la terre ferme, ils se sont agenouillés [*pour prier, il va sans dire !*] puis ils se sont jetés sur les Indiens. Ensuite, voulant prospérer économiquement, ils ont importé d'Afrique des hommes, des femmes et des enfants en vue de les astreindre à un travail éreintant dans les champs de coton, et autres cultures. Toutefois, ces Blancs, étant de très sincères croyants en Jésus et en la religion chrétienne, ont voulu apaiser leur sentiment de culpabilité suscité par leur exploitation quotidienne sans borne des Noirs. Fort heureusement pour eux, en consultant la Bible et d'autres documents sacrés, ils ont rapidement trouvé une justification de leur crime : Les Noirs, ont-ils appris grâce à ces recherches, ne sont pas vraiment des êtres humains, ils sont plutôt une espèce infrahumaine, ce qui les rapproche plus du singe que de l'homme. Par conséquent, les traiter comme des animaux — qu'ils sont certainement — ne saurait être un péché grave.

Par ailleurs, les Européens blancs ont fait quelque chose de semblable en Afrique. Eh bien oui, arrivés sur le continent noir, eux aussi avaient la Bible alors que les Africains possédaient la terre ; mais, peu de temps après, un troc eut lieu au terme duquel ils entrèrent en possession de la terre et les Africains obtinrent la Bible en échange.

Enfin, pour faire court, au fil des ans, les Blancs établis comme colons en Amérique en sont venus à croire réellement en leur propre propagande ou lavage de cerveau. Ainsi, les actes de racisme fréquents (lynchages, meurtres par des flics, refus de louer un appartement à des minorités, micro-agression quotidienne, etc.) dont nous sommes aujourd'hui témoins résultent de ce long processus historique.

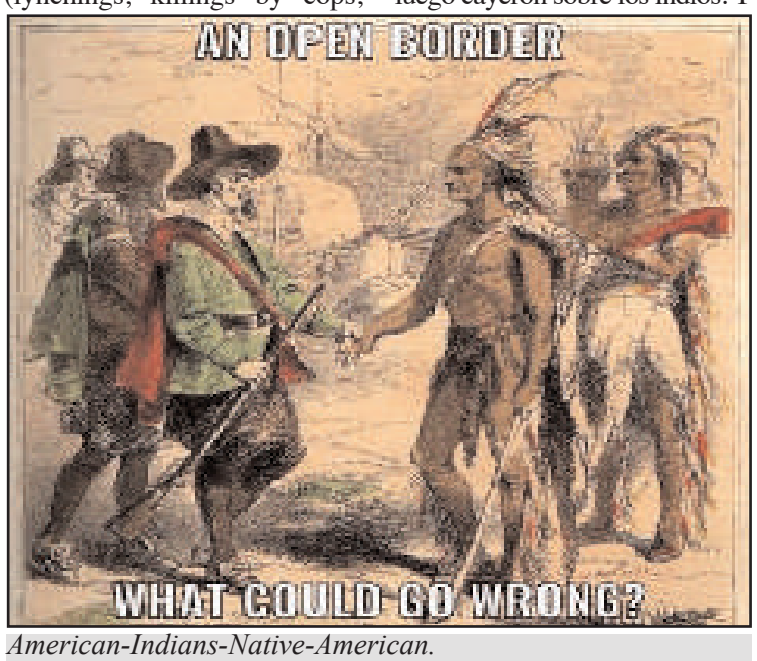
Pour conclure, en toute honnêteté, que peuvent faire les Blancs ? Tout compte fait, ne sont-ils pas de simples humains, des mortels tout bonnement ?

### ARE THEY VICTIMS OR GUILTY?

Well, among the good White people who came from Europe to here, many — especially the Pilgrims — were Bible-carrying Christians who wanted to immigrate to America... without visas, of course. Once here, they fell first on their knees [*to pray, of course !*], and later they fell on the Indians back. And to prosper economically, they imported men, women and children from Africa to do back-breaking work in the cotton fields, and what not. But, being strong believers in Jesus and religion, they understandably had to soothe their guilt feelings regarding their daily atrocious exploitation of Black people, Rapidly, searching in the Bible and elsewhere, they found this kind of justification: Blacks are not really humans, they are sub-humans closer to chimpanzees; therefore, it cannot be a sin to treat them like the animals they certainly are.

By the way, the White Europeans did something similar in Africa. Oh yes, when they got to the Dark continent, they had the Bible and the Africans had the land; but, before long, there was a swap: they had the land and the Africans got the Bible in exchange.

Finally, to make a long story short, over the years, the Whites came to truly believe their own propaganda or brainwashing. And the frequent acts of racism (lynchings, killings by cops, refusals to rent apartment to minorities, daily micro aggressions, etc.) that we witness today are the result of that long historical process. Honestly, what can White people do? They are merely humans.




*American-Indians-Native-American.*

### ¿SON VÍCTIMAS O CULPABLES?

Pues bien, entre los buenos blancos que vinieron de Europa hasta aquí, muchos — especialmente los peregrinos — eran cristianos portadores de la Biblia que querían emigrar a Estados Unidos.... sin visado, por supuesto. Una vez aquí, cayeron de rodillas [*para rezar, por supuesto!*], y luego cayeron sobre los indios. Y para prosperar económicamente, importaron hombres, mujeres y niños de África para hacer un trabajo agotador en los campos de algodón, y qué más da. Pero, al ser fuertes creyentes en Jesús y en la religión, comprensiblemente tenían que calmar sus sentimientos de culpa con respecto a su atroz explotación diaria de los negros, y rápidamente, buscando en la Biblia y en otros lugares, encontraron este tipo de justificación: Los negros no son realmente humanos, son subhumanos y están más cerca de los chimpancés; por lo tanto, no puede ser un pecado tratarlos como los animales que ciertamente son.

Por cierto, los europeos blancos hicieron algo similar en África. Oh sí, cuando llegaron al continente oscuro, tenían la Biblia y los africanos tenían la tierra; pero, al poco tiempo, hubo un intercambio: tenían la tierra y los africanos recibieron la Biblia a cambio.

Finalmente, para resumir una larga historia, con el paso de los años, los blancos llegaron a creer realmente en su propia propaganda o lavado de cerebro. Y los frecuentes actos de racismo (linchamientos, asesinatos por parte de la policía, negativas a alquilar apartamentos a minorías, micro agresiones cotidianas, etc.) de los que somos testigos hoy en día son el resultado de ese largo proceso histórico.

Honestamente, ¿qué pueden hacer los blancos? Son meramente humanos.

*The pilgrim fathers, men of the Mayflower.*

SI OU TE TANDE PALE SOU PWOPOZISYON POU "CHAJ PIBLIK" ADMINISTRASYON PREZIDAN TRUMP LA EPI OU GEN KESYON, JWENN ENFÒMASYON YO NAN BON TI MAMIT.

- Pwopozisyon gouvènman federal la pa final, epi li pa an plas.
- Pa gen okenn règ konsènan asistans piblik (tankou SNAP, Cash Assistance, Medicaid, oswa lòt kalite asistans) ki te chanje.
- Pwopozisyon sa a pa konsène anpil imigran, tankou refijye, moun ki gen azil, ak moun ki gen kat rezidans k ap aplike pou sitwayènte, pami lòt.

Minisipalite Vil New York la ap kontinye bay asistans piblik pou tout moun ki kalifye epi l ap kontinye bay swen sante pou tout rezidan New York ki bezwen li nan lopital leta nou yo an sant sante kominotè NYC Health + Hospitals ap jere yo.

Liy Dirèk New Americans

Ale sou sitwèb nyc.gov/publiccharge oswa rele Liy Dirèk New Americans, y ap jere nan Catholic Charities, nan nimewo 1-800-566-7636 ant 9 A.M. ak 8 P.M., depi lendi jiska vandredi, pou jwenn plis enfòmasyon konsènan chaj piblik la.

1-800-566-7636

nyc.gov/publiccharge

Liy Dirèk ActionNYC

Si ou gen kesyon sou sitiyasyon pa ou, gen èd jiridik disponib gratis nan Vil New York.

Pou pran yon randevou pou èd jiridik gratis ak san danje, rele Liy Dirèk ActionNYC la nan.

1-800-354-0365

NYC Department of Social Services | Mayor's Office of Immigrant Affairs | NYC Health + Hospitals

Journal 2 - 9 janvier 2019:HO 12/30/18 2:06 AM Page 16



# SPORT

WITH THE CREATION OF ITS BASEBALL ACADEMY

## Finally, this Sport, played throughout the hemisphere, is coming to Haiti

*Continued from page 8*

Haitians in this unfavorable situation and in providing solidarity to the country's youth in general, and those in the hinterland in particular. The welcome offered to this structure by the Dominican baseball world is most encouraging, recognizing the Federation's leaders.

Indeed, the launch of this initiative, almost two years ago, is the first step in promoting this sport and the development of Haiti's children and youth, whose category live in regions and cities remotely connected to Port-au-Prince, the capital, are totally abandoned to their fate by the central government. Hence, the great merit of the International Baseball Academy of Haiti, also known as the "International Baseball Academy of Haiti", whose website is thus identified (www.ibaoh.org).

No one should pretend not knowing of the potential of the Haitian baseball team set up by the Fédération internationale de base-ball d'Haïti (International Baseball Federation of Haiti.) Therefore, it is worth noting that, in its third match against the Peruvian players, as well as in the consolation round, the Haitian team defeated their Peruvian rivals by a score of 4-3, thus qualifying the next event to be held in 2020.

Indeed Haitians in general have major disagreements with their Dominican neighbors regarding Dominican Republic's migration policy toward Haitian nationals in their country. It is a fact that some Haitian nationals are victims of outright discriminatory acts by Dominican citizens, but the solidarity shown by Dominican sports institutions towards the International Baseball Federation of Haiti constitutes a remarkable contribution to the mental, physical, intellectual, and even economic development of young Haitians. In this respect, it is fearful that the Dominicans have shown more understanding than Haitian officials have in the development of this sport in Haiti.

For example, the young Haitian team has come a long way in such a short time. Here again, the contribution of the Dominicans has been enormous. Because for the match between Haitians and a Dominican team, organized jointly by COPABE (Pan American Baseball Confederation) and COCABE (Caribbean Baseball Confederation), the solidarity of Dominican baseball decision-makers was still there. Because, thanks to their intervention, the very young Haitian team faced a Dominican rival of its size. Even better, the match took place at the Campo Las Palmas sports complex in San Antonio Gerra, Dominican Republic. Renovated last year, this beautiful property, owned by the Los Angeles Dodgers Baseball Club, California, USA, symbolizes the commitment of the leaders of this Major League of America member club to the development of this sport in the Dominican Republic. It may be that the Haitian team attracts the attention of Dodgers scouts. The latter are always on the lookout for players whose performance on the fled cause them to stand out from the crowd. Therefore, this information is worth its weight in gold: there are 35 baseball academies in the Dominican Republic; 75 Dominican plays play in American and Canadian clubs.

It should be remembered that in its third match against the Peruvian team, and as part of the consolation round, the Haitian team won 4-3, qualifying for the next event scheduled for 2020. Four other countries will compete in the first Caribbean Cup. These are Aruba, Curaçao and the United States Virgin Islands, in addition to Peru, which will join as an international guest.

*In Lamontagne, near Jacmel, younger recruits will join the competing teams after treaning and declared ready.*

### The leaders of the Federation are very pleased

Officials of the International Baseball Federation of Haiti make no secret of their satisfaction with the team's progress. Carlos Gonzales Fortuna, the coach, says, "We are in the middle of a process of integrating and adapting players from different categories, which is an additional challenge to the fact that this is the first opportunity to participate in a competition at this regional level for many of them. Mr. Fortuna, who monitored the performance of some of these players before their deportation by the Dominican authorities, is a member of the Academy's staff in Ouanaminthe, under a collaboration agreement with the Dominican Baseball Federation and its president, Hector Pereira.

However, Fortuna will soon become aware of the major challenges facing the leaders of the Haitian Federation. According to him, notwithstanding all the problems "in terms of athletes' physical condition, tools and training equipment", he thinks the results obtained are most encouraging, believing that "we will soon be in a better situation".

### Representatives in the U.S., Haiti and the Dominican Republic

Until the Academy's financial conditions allow the institution's activities to be centralized, its representatives are mainly located in three countries. In the United States of America, where Edmonde Bicca, Edwin Janvier, Claude Barrosy, Frantz Bourget, Dumel Joseph, Lamar Coffy, Guidner Bien-Aimé Patrick Désir, Jacques Guillaume, Sorel Jean-Mary, Adeline Philogène, Jean-Philippe Chéry and André Michel live in several cities in Florida.

In Haiti are the following collaborators: Claire Nicole Lebrun, Roodler Simé, Adolphe Coffy, Frantz Colin, Jean F. Hannibal and Marjorie Colin, etc.

In the State of New Jersey, the Accademia relies on the collaboration of Emmanuel Coffy, Jerry Juste, Jean-Marc Lamour and Jean Baptiste.

In New Jersey, Jean Hiram Coffy, Rochenelle Coffy Andy Coffy, Chantal Coffy, Françoise Michel, Emmelyne Coffy and Emmerson Mondestin are in charge of the representation.

### The funding of the Academy provided by the members

For the time being, the International Baseball Academy of Haiti depends on the contribution of officials and supporters for its survival and functioning. Dr. Seymour Coffy and Dumel Joseph specified that travel and accommodation expenses for sporting events held since the institution's inception in Miami (Florida), San Juan (Puerto Rico), Dominican Republic (Santo Domingo) and Haiti (Ouanaminthe and Lamontagne (Jacmel) were exclusively assumed by the founding members.

Notwithstanding the difficulties from the beginning, the latter believe that all those who embrace the idea of the initiators and creators of this project to help the underprivileged and especially young people, who are vegetating almost far from the capital, will know how to do the right thing. Because, they still think, we can not imagine the immense opportunities that young Haitians will have. They are all over the country those who will benefit from lucrative contracts with foreign baseball clubs. With 75 Dominican players currently playing in the two major leagues in the United States and Canada, this prospect raises high hopes among young people.

Those who wish to contribute to this effort can contact the Academy's Chief Financial Officer at 561-451-7353; or make a transfer to his bank account at Banco Popular, account number 026-425810.

*The leaders of the Academy.*

### The contribution of Haitian officials

While conditions do not allow the Haitian authorities concerned by this initiative to make their contributions, the Academy officials welcome the symbolic gesture of the Ministry of Agriculture and Natural Resources and the presence, at least "mixed", of the representative of the Ministry of Sports and Youth.

Indeed, Dr. Coffy indicated that agronomist Ronald Beldor, departmental director of this ministry in the northeast of the country, in addition to being a founding member of the Academy, and Mrs. Widline Pierre fully participated in the events. Ms. Pierre as Departmental Director of the Ministry of Environment in the Northeast. At last year's inaugural ceremony, which took place on the grounds of the "Collège Univers" in Ouanaminthe, Mr. Beldor accompanied the children in planting a large quantity of seedlings as part of the ceremony to teach them the importance of the environment, respect for trees and the need to ensure permanent plant cover.

The only discordant note in this table is reported as follows: Mario Florvil, the representative of the Ministry of Sports and Youth, arrived from Port-au-Prince to participate, on behalf of the Ministry, in this two-day event, the part of which on reforestation is of vital importance, both for children and for the whole country. However, Florvil was "absent" from the ceremony, having decided to return to the capital very early in the morning. It should be noted that, once he arrived in Ouanaminthe, he insisted that the Academy's leaders pay the bill for his stay at the hotel and his meals. While all these costs had been paid by the department in question.

Still in terms of the contribution of Haitian officials to this initiative, it is appropriate to draw attention to Senate Speaker Joseph Lambert, to whom the press is rarely tender, including H-O. Dr. Coffy informed that Mr. Lambert had donated a Delco brand generator set to the Academy. In all probability, the funds intended to finance this device were extracted from the cash register of the institution of which Mr. Lambert is the president. In any case, it is possible to ask the question of who does better.

There is no doubt that the men and women who launched this project to introduce baseball to Haiti with the objective of integrating young people into a hopeful activity are making enormous sacrifices to make their dreams come true. They believe very strongly that their efforts will be successful.

### The origins of baseball

According to Wikipedia, immigrants to the United States where this version has been developed and refined introduced baseball. This game had been popular in England since the 18th century and evolved to be recognized, at the end of the 19th century, as the national sport of the United States. Baseball is widely popular in North America (United States and Canada) and in parts of Central America, South America, the Caribbean and East Asia, particularly in Japan and South Korea.

Baseball is a game of bat and ball between two opposing teams connecting to the bat and on the field. Play continues when the player of the team putting the ball into play, the pitcher, throws a ball that a member of the team at bat is trying to hit with this instrument. The goal of the batting team is to hit the ball on the field of play and run on bases. In this state of play, the team whose player has just thrown the ball advances its runners counterclockwise, around four bases, to score what are called runs. On the other hand, the defensive team's goal (team in play) is to prevent the batter from becoming a runner and the runner from advancing around the base. A point is scored when a runner regularly advances around bases in the established order and touches home plate (the place where the batter started). The team that scores the most points at the end of the game is declared the winner.

### For those who want to learn more about baseball visit Wikipedia.

Some may wonder what kept baseball out of Haiti for more than three quarters of a century or so that it was allowed to play in several countries in Latin America and the Caribbean, when it is practically the pastime of Dominican neighbors.

Oral history suggests that under the American occupation of Haiti, the Americans were seeking to establish baseball. However, Haitians have shown no interest in it. When the occupying forces organized their matches, in the hope of attracting young Haitians, anti-occupation activists urged the young to stay away from the baseball fields. The oral history informed that Haitians played football with more determination, in order to impose it as a competition in baseball.

As the proverb says, "Other times, other morals." Certainly, the reasons that helped Haitians reject baseball as a sport related to the American occupation of Haiti no longer apply today. It seems that, these days, Haitians are more pragmatic, show more receptivity to the sport, because of the economic benefits that may become available to those who practice it.

**L.J.**